

C O M M U N E D E B I S S E N

REGLEMENT SUR LES BATISSES

Corrigé et complété le 20.4.1981
Corrigé et complété le 15.6.1983
Corrigé et complété le 9.6.1986
Corrigé et complété le 30.12.1987

Réf: 82C

La présente partie écrite du projet d'aménagement général et le présent règlement sur les bâtisses, les voies publiques et les sites ont fait l'objet de ma décision du 23 février 1989.

Luxembourg, le 28 mars 1989

Pour le Ministre de l'Intérieur



Daniel MILTGEN

Conseiller de Gouvernement

COMMUNE DE BISSEN

- 3 AVR. 1989

SECRETARIAT



C O M M U N E D E B I S S E N

REGLEMENT SUR LES BATISSES

Corrigé et complété le 20.4.1981
Corrigé et complété le 15.6.1983
Corrigé et complété le 9.6.1986
Corrigé et complété le 30.12.1987

Vu la loi du 27 juin 1906 concernant la pro-
de la santé publique, ainsi que la loi du 31 d
1952, portant abrogation de la loi du 18 mai 190
concernant l'institution des médecins-inspecteurs
de l'exercice de leurs attributions et nouvelle
organisation du service des médecins-inspecteurs,
ensemble avec la loi modificative du 28 juillet
1971;

Vu les lois des 8 février 1921, 25 juillet 1947
et 19 novembre 1975, portant augmentation des taux
d'amendes à prononcer par les tribunaux répressifs;

Vu la loi du 12 août 1927 concernant la conserva-
tion et la protection des sites et monuments natio-
naux, telle qu'elle a été modifiée par la loi du
20 février 1968;

Vu la loi du 15 mai 1929 concernant le curage,
l'entretien et l'amélioration des cours d'eau, telle
qu'elle a été modifiée par la loi du 25 juillet 1947

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1929
concernant l'épuration des eaux résiduaires provenan
d'industries et des eaux de canalisation d'agglomé-
rations communales avant leur versement dans les
cours d'eau;

Vu la loi du 29 juillet 1930 concernant l'étatisa-
tion de la police locale;

Vu la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement
des villes et autres agglomérations importantes,
telle qu'elle a été modifiée par la loi du
19 novembre 1975;

Vu la loi du 2 août 1939, créant les servitudes de
visibilité pour la voirie de l'Etat et des communes;

Vu la loi du 11 juillet 1957, et de l'arrêté
grand-ducal du 29 juillet 1957 concernant les
campings;

Vu la loi du 9 janvier 1961 ayant pour objet la
protection des eaux souterraines;

Vu la loi du 29 juillet 1965 concernant la
conservation de la nature et les ressources naturel
telle qu'elle a été modifiée par la loi du 27 juille
1978;

E X T R A I T

COMMUNE DE
B I S S E N

Registre aux délibérations

du CONSEIL COMMUNAL de B I S S E N

Séance ^{publique}~~secrète~~ du 9 juin 1986

Point de l'ordre du jour :

No VII-2

Approbation définitive du plan d'aménagement communal avec règlementation y attachée.

Le Conseil communal,

Vu la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie et d'un fonds de route modifiée par la loi du 29 août 1972;

Vu le règlement grand-ducal du 3 novembre 1972 portant protection de certaines espèces animales et de leurs biotopes;

Vu la loi du 1er août 1972 portant règlementation de l'inhumation et de l'incinération des dépouilles mortelles;

Vu la loi du 26 février 1973 portant extension de la compétence des tribunaux de police en matière répressive;

Vu la loi du 20 mars 1974 concernant l'aménagement général du territoire;

Vu la loi du 17 juin 1976 portant limitation des accès à la voirie de l'Etat et vu le règlement grand-ducal du 17 janvier 1977 établissant les critères pour la fixation des points kilométriques délimitant les agglomérations;

Vu la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu la loi du 16 avril 1979 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes;

Vu le règlement grand-ducal du même jour déterminant la liste et le classement desdits établissements tel qu'il a été modifié par règlement grand-ducal du 18 mars 1981;

Vu le règlement grand-ducal du 18 mars 1981 fixant les prescriptions générales pour l'établissement des porcheries de la classe 3;

Vu le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des Communes;

Vu les articles 551, 552 et 559 du code pénal;

Vu les articles 640 et 685 du code civil;

Vu l'article 107 de la Constitution;

Vu l'avis de la Commission d'Aménagement des ville et autres agglomérations importantes du 5 août 1982.

1. INTRODUCTION

1.1. But du plan d'aménagement général

Le plan d'aménagement général de la commune, ainsi que le présent règlement ont pour but^A de garantir l'aménagement et le développement harmonieux et rationnel du territoire et des ressources naturelles de la commune, et^E de définir les règles relatives à la solidité, la sécurité et la salubrité des constructions, aménagements et activités implantées sur le territoire de la commune de Bissen.

1.2. Plan et règlement

Pour atteindre les buts définis au § 1.1., sont approuvés :

- a) Un plan d'aménagement général
- b) Un règlement, composé de sept chapitres numérotés de 1 à 7, et de 7 annexes numérotées de A à G.

2. REGLES D'URBANISME DU PLAN D'AMENAGEMENT GENERAL.

2.1. Division du territoire de la commune

Le territoire de la commune de Bissen est divisé en plusieurs zones dont les limites sont définies dans le plan d'aménagement général.

Ces zones sont :

A l'intérieur du périmètre d'agglomération:

- les zones d'habitation (voir § 2.2.)
- les zones réservées (voir § 2.3.)
- les zones non aedificandi (voir § 2.4.)
- les zones d'activités (voir § 2.5.)

A l'extérieur du périmètre d'agglomération:

- la zone rurale (voir § 2.6.)
- les zones de protection
des sources (voir § 2.7.)
- les zones d'intérêt écologique (voir § 2.8.)
- les zones d'aménagement différencié (voir § 2.9.)

2.2. Zones d'habitation

Les zones d'habitation sont divisées en :

- secteurs de moyenne densité (voir § 2.2.1.)
- secteurs de faible densité (voir § 2.2.2.)
- sites et monuments protégés (voir § 2.2.3. et
Annexe B)
- secteurs d'aménagement particulier (voir § 2.2.4. et
Annexe C)

2.2.1. Secteurs de moyenne densité

1. Les secteurs de moyenne densité sont destinés en principe aux immeubles d'habitation, aux édifices et aménagements publics et aux établissements ne gênant pas l'habitat.
2. Les constructions sont implantées dans une bande de 18 mètres de profondeur parallèle et distante de six mètres de l'alignement de la rue, défini au § 3.1. (voir figure 1)
3. La surface des parcelles devra être telle qu'elle permet, en respectant les reculs (voir § 3.4.) sur les limites imposées aux § 2.2.1. - 5 et 2.2.1. - 6, de construire un bâtiment d'au moins sept mètres de largeur et d'une surface au sol d'au moins 70 m² pour les maisons unifamiliales en bande et les maisons jumelées; pour les maisons isolées d'au moins huit mètres de largeur et d'une surface au sol d'au moins 70 m².
4. Les constructions auront au maximum deux niveaux au-dessus du rez-de-chaussée (voir § 3.3 pour la définition du terme " rez-de-chaussée "). La hauteur maximum des constructions sera en tout cas inférieure ou égale à douze mètres (voir § 3.2 pour la définition du terme " hauteur ").
5. Le recul des constructions (voir § 3.4) sur les limites postérieures sera au moins de dix mètres.
6. Si une construction n'est pas implantée sur les limites latérales de la parcelle (construction mitoyenne), il faut respecter un recul sur les limites latérales de trois mètres.
7. Un garage individuel à usage exclusif des habitants de la propriété et d'une hauteur inférieure à trois mètres au-dessus du sol naturel peut être implanté dans l'un des deux espaces latéraux, sans respecter aucun recul sur la limite latérale.

2.2.2. Secteurs de faible densité

1. Les secteurs de faible densité sont destinés aux habitations à caractère unifamilial isolées, jumelées, ou groupées en bande de trois unités au plus, et aux édifices et aménagements servant aux besoins propres de ces secteurs et ne gênant pas l'habitat. Les maisons peuvent être aménagées de telle manière qu'elles comportent deux logements séparés.
2. Les constructions sont implantées dans une bande de dix-huit mètres de profondeur parallèle et distante de six mètres de l'alignement de la rue, défini au § 3.1. (voir figure 1)
3. La surface des parcelles devra être telle qu'elle permet, en dehors des reculs (voir § 3.4.) sur limites imposés aux § 2.2.2. - 5 et 2.2.2. - 6, de construire un bâtiment d'au moins sept mètres de largeur pour les maisons unifamiliales en bande et les maisons jumelées; pour les maisons isolées d'au moins huit mètres de largeur et d'une surface au sol d'au moins 70 m².
4. Les constructions auront au maximum un niveau au-dessus du rez-de-chaussée (voir § 3.3. pour la définition du terme " rez-de-chaussée"). La hauteur maximum des constructions sera en tout cas inférieure ou égale à 9 mètres (voir § 3.2. pour la définition du terme " hauteur ").
5. Le recul des constructions (voir § 3.4.) sur les limites postérieures sera au moins de dix mètres.

6. Si une construction n'est pas implantée sur les limites latérales de la parcelle (construction mitoyenne), il faut respecter un recul sur les limites latérales de trois mètres.
7. Un garage individuel à usage exclusif des habitants de la propriété, et d'une hauteur inférieure à trois mètres au-dessus du sol naturel, peut être implanté dans l'un des deux espaces latéraux, sans respecter aucun recul sur la limite latérale.

2.2.3. Sites et monuments protégés.

1. Les sites et monuments protégés comprennent des bâtiments, éléments de bâtiments ou parties de la localité, qui par leur valeur historique, architecturale ou touristique, soit encore par leur site ou silhouette sont soumis à une protection nécessitant une réglementation spéciale définie ci-dessous.
2. Les sites et monuments protégés sont divisés en deux classes :
 - la classe de protection renforcée
 - la classe de protection normale

2.2.3.1. Classe de protection renforcée

1. Les sites et monuments de la classe de protection renforcée sont énumérés dans l'annexe B 1.
2. Toute modification à l'aspect extérieur des monuments (définis à l'annexe B1) et de leurs alentours immédiats est soumise à autorisation, la Commission Communale des Bâtisses (définie au § 6.1.3.) entendue en son avis. En cas de modification majeure (réfection ou peinture de l'enduit extérieur, modification de la toiture, percement ou obturation d'ouvertures, modification du style ou de la matière des fenêtres, remplacement ou addition de volets ou jalousies etc...), l'avis de la Commission des Sites et Monuments Nationaux devra être demandé avant d'accorder l'autorisation. L'autorisation sera refusée si les travaux projetés sont de nature à porter préjudice au patrimoine culturel ou architectural du village de Bissen. De même toute démolition de la totalité ou d'une partie de ces bâtiments pourra être interdite.

3. L'avis de la Commission des Sites et Monuments Nationaux est requis pour toute construction ou transformation qui pourrait porter préjudice au site dans un rayon de 50 m autour des monuments de la classe de protection renforcée définis à l'Annexe B.1
4. Enseignes lumineuses et panneaux publicitaires : voir § 3.5. - 10

2.2.3.2. Classe de Protection Normale.

1. Les sites et monuments de la classe de protection normale sont définis dans l'Annexe B.2.
2. Pour les sites et monuments de la classe de protection normale, le renouvellement de l'enduit extérieur, le percement, la modification ou l'obturation d'ouvertures, la modification de la toiture, la modification du terrain, et d'une manière générale toute modification de l'aspect extérieur sont soumis à autorisation, la Commission Communale des Bâtisses entendue en son avis.
3. Enseignes lumineuses et panneaux publicitaires : voir § 3.5. - 10

2.2.4. Secteurs d'aménagement particuliers.

1. Les secteurs d'aménagement particuliers (encore appelés " zones de lotissements ") sont des parties de secteurs d'habitation situées à l'intérieur du périmètre d'agglomération, qui par leur étendue, et afin de garantir un développement rationnel, doivent être couverts, avant toute construction, par un plan d'aménagement particulier, dûment approuvé.
2. Les dispositions gouvernant les secteurs d'aménagement particuliers sont définies dans l'Annexe C.

2.3. Les zones réservées.

2.3.1. Les zones réservées sont destinées à l'aménagement et à la construction d'équipements d'utilité publique.

2.3.2. Elle comprennent les terrains réservés :

- 2.3.2.1. à l'éducation
- 2.3.2.2. aux équipements sportifs et/ou culturels
- 2.3.2.3. aux édifices publics
- 2.3.2.4. aux cimetières
- 2.3.2.5. à la voirie et au transport ferroviaire
- 2.3.2.6. aux servitudes pour conduites souterraines

2.3. 3. Les constructions à ériger sur les terrains réservés doivent correspondre en principe aux dispositions des secteurs dans lesquels ils sont situés.

2.4. Les zones non aedificandi.

1. Les zones non aedificandi comprennent les terrains sur lesquels pour des raisons d'intérêt général, d'utilité publique, de salubrité, de topographie ou d'inondations, toute construction ou tout aménagement durable du sol (p.ex. parkings, dépôts, aires de stockage etc...) sont en principe interdits.
2. Elles comprennent :
 - les zones de visibilité (voir § 2.4.1.)
 - les zones de protection contre les nuisances (voir § 2.4.2.)
 - les zones vertes (voir § 2.4.3.)
 - les zones d'inondations (voir § 2.4.4.)

2.4.1. Les zones de visibilité

1. Dans les zones de visibilité, toutes les constructions sont interdites, sauf autorisation de l'autorité compétente.
2. Les zones de visibilité aux carrefours ou embranchements des voies publiques doivent être en principe conformes à la figure 2.

2.4.2. Les zones de protection contre les nuisances.

1. Les zones de protection contre les nuisances sont prévues le long des zones industrielles, des cimetières le long des cours d'eau et autour des réservoirs d'eau.
2. Dans les zones de protection contre les nuisances, des reconstructions et des modifications d'immeubles existants peuvent être autorisées, dans la mesure où des raisons de salubrité, de sécurité ou de protection des habitants contre les nuisances ne s'y opposent pas. Toutefois aucune nouvelle construction n'y sera tolérée.
3. La largeur des zones de protection entourant les établissements artisanaux, commerciaux et/ou industriels est définie au § 2.5.

2.4.3. Les zones vertes.

1. Dans les zones vertes il est interdit de construire ou agrandir les constructions existantes, à l'exception des constructions légères en rapport direct avec la destination de la zone (jardinage, récréation).
2. Les zones vertes sont définies dans l'Annexe D.2.

2.4.4. Les zones d'inondations.

1. Les zones d'inondations comprennent les terrains qui sont susceptibles d'être submergés par les eaux en crue, et où toute construction et/ou tout aménagement durable du sol susceptibles de modifier l'écoulement des eaux en crue sont interdits.
2. Les zones d'inondations sont énumérées à l'Annexe D.5

2.5. Les zones d'activités

1. Les zones d'activités sont destinées aux entreprises d'industrie légère, aux entreprises artisanales et commerciales et aux entreprises industrielles.

2. Secteurs d'industrie légère.

Seuls les établissements ne dégageant ni fumée, ni émanations de gaz, odeurs, vapeurs, poussières, ni bruit excessifs susceptibles d'incommoder le voisinage, peuvent être implantés dans ces secteurs et à proximité immédiate de l'habitat.

Ils seront toutefois séparés des constructions voisines par une zone de protection d'au moins 10 mètres de largeur sur tous les côtés, c.à d. que le recul des constructions sur les limites latérales et postérieures, sera au moins de 10 mètres de largeur, dont trois mètres le long des propriétés voisines doivent dans tous les cas être réservés à l'aménagement d'un écran de verdure.

3. Secteurs industriels

Pour les entreprises artisanales, commerciales ou industrielles d'une certaine importance implantées dans des zones d'activités nouvellement créées, la largeur de la zone de protection sera fixée comme suit:

<u>Surface bâtie</u>	<u>Largeur de la zone de protection</u>
a) Inférieur à 1000 m ²	Au minimum 10 m
b) De 1001 à 5000 m ²	De 10 à 20 m (proportionnellement à la surface bâtie)
c) Plus de 5000 m ²	Plus de 20 m
d) Les entreprises ayant une surface bâtie de plus de 5000 m ² , ainsi que toutes celles dégageant des nuisances, seront entourées d'une zone de protection dont la largeur sera déterminée suivant les conditions du § 2.5.8 ci-après.	

4. Les constructions seront implantées à au moins dix mètres de l'alignement de la rue (voir § 3.1. et figure 1).
5. Le volume hors tout des constructions, calculé à partir du niveau du terrain naturel sera égal ou inférieur à quatre mètres cube par mètre carré de surface de terrain.
6. La hauteur maximum des constructions sera en tout cas inférieure ou égale à neuf mètres (voir § 3.2. pour la définition du terme hauteur).
7. Dix pour cent au moins de la surface du terrain sont à aménager avec des plantations susceptibles de former un écran optique. A la demande en autorisation de bâtir est à joindre un plan des verdure et plantations projeté.
8. Tous les projets d'implantation artisanale, industrielle et/ou commerciale définis au § 2.5 - 3 ci-dessus devront être évalués sous le point de vue des conséquences sur l'environnement. L'autorisation finale sera accordée ou refusée après avoir entendu les observations formulées dans les avis des services gouvernementaux compétents, complétés le cas échéant par des avis d'experts indépendants. L'autorisation sera refusée si l'impact du projet sur l'environnement est néfaste.
9. Les normes de protection contre le bruit seront fixées par un règlement communal spécial.

2.6. La zone rurale

1. La zone rurale, subdivisée en zones d'aménagement différencié, en secteur agricole et massifs forestiers, comprend les parties du territoire situées à l'extérieur du périmètre d'agglomération, et qui sont destinées à l'exploitation agricole et forestière.
2. Dans cette zone, seules les exploitations agricoles avec leurs habitations annexes peuvent être autorisées si la surface du terrain est d'au moins 10 000 m².
3. L'occupation au sol ne doit pas dépasser un dixième de la surface de la parcelle et la hauteur des constructions sera égale ou inférieure à 9 mètres (voir § 3.2. pour la définition du terme hauteur)
4. Les constructions doivent être desservies par des voies publiques ou privées, consolidées conformément aux dispositions de l'autorité compétente.
5. Les constructions doivent être pourvues d'eau potable et d'une installation d'assainissement conforme aux dispositions de l'autorité compétente, sans qu'il pourra en résulter des frais à charge de la commune.
6. Les constructions doivent être distantes d'au moins cinquante mètres des autoroutes et des voies à grande circulation, d'au moins vingt-cinq mètres de l'axe des autres voies et d'au moins dix mètres de l'alignement de la voie desservante et des limites de la parcelle.

7. Les constructions doivent s'intégrer parfaitement dans le paysage et présenter des volumes simples et des matériaux s'accordant avec l'harmonie et le caractère des alentours. Sera notamment interdite toute architecture étrangère à la région.
8. Les maisons d'habitations existantes et servant aux besoins d'une seule famille, peuvent être transformées à condition de ne pas en altérer le caractère, ni en changer la destination.
9. Le stationnement permanent de roulottes, caravanes, véhicules automobiles, wagons de chemin de fer et autres engins avec ou sans roues pour une durée excédant un mois est interdit sur tout le territoire de la commune.

2.7. Les zones de protection des sources

- 2.7.1. Les zones de protection autour des sources sont énumérées à l'Annexe D.1.
- 2.7.2. Les règles relatives aux zones de protection des sources sont définies à l'Annexe F, § F.20

2.8. Les zones d'intérêt écologique.

1. Les zones d'intérêt écologique sont destinées à être maintenues dans leur état en fonction de leur intérêt écologique, scientifique ou pédagogique. Dans ces zones ne sont admis que les actes et travaux nécessaires à la protection active ou passive de la zone. Toute nouvelle construction y est interdite.
2. Les zones d'intérêt écologique comprennent :
 - les massifs forestiers (voir § 2.8.1.)
 - les paysages typiques (voir § 2.8.2.)
 - les réserves naturelles (voir § 2.8.3.)

2.8.1. Les massifs forestiers.

1. Tous les massifs forestiers sur le territoire de la commune de Bissen font partie des zones d'intérêt écologique.
2. D'une manière générale aucune construction temporaire ou permanente ne sera tolérée à l'intérieur d'un massif boisé.
3. La construction d'abris de chasse pourra être autorisée à condition que ces abris n'aient pas de caractère de résidence secondaire, et que les lieux soient rétablis dans leur pristin état à la résiliation du bail de chasse.
4. Il est interdit d'abattre des massifs boisés aux fins de création de zones industrielles ou artisanales, lotissements etc..., sauf pour raisons d'utilité publique.

Dans ce cas , toute surface boisée abattue (aux fins autres que l'exploitation forestière) devra être remplacée par une surface boisée au moins égale, aux frais exclusifs de celui qui aura détruit la surface boisée existante.

2.8.2. Les paysages typiques (Landschaftsschutzgebiete).

1. Certaines parties du paysage méritent d'être protégées et conservées spécialement en raison de leur caractère typique et de leur valeur esthétique et récréative.
2. Ces paysages typiques à préserver dans la mesure du possible sont énumérés à l'Annexe D.3.

2.8.5. Les réserves naturelles (Naturschutzgebiete).

1. Les réserves naturelles sont des parties du paysage qui doivent faire l'objet d'une protection renforcée à cause de leur haut intérêt scientifique, esthétique ou récréatif.
2. Dans ces zones toute intervention sera subordonnée aux autorisations de l'Administration Communale et de l'Administration des Eaux et Forêts, la Commission Communale pour la Protection de la Nature entendue en son avis. Le cas échéant, un avis d'autres services gouvernementaux compétents, complété éventuellement par des avis d'experts indépendants, sera demandé. L'autorisation sera refusée si l'intervention porte préjudice à la valeur scientifique, esthétique ou récréative de la réserve naturelle.
3. Les réserves naturelles sont énumérées à l'Annexe D.4
4. L'utilisation de l'étang " Oberst Wies " au lieu-dit " Helmeschhof " est gouvernée par un règlement communal spécial joint en Annexe E.

2.9. Les zones d'aménagement différé.

1. Les zones d'aménagement différé comprennent les terrains situés en dehors du périmètre d'agglomération en zone rurale, qui sont réservés pour des extensions futures éventuelles de l'agglomération.

2. Les zones d'aménagement différé sont soumises aux mêmes conditions que les secteurs d'aménagement particuliers, après extension du périmètre d'agglomération et approbation du projet global des constructions prévues dans ces zones suivant les procédures réglementaires.

3. Dispositions générales concernant les constructions

3.1. Alignements

1. Les alignements sont fixés par rapport à l'axe de la rue existante ou l'axe projetée de la rue après redressement (voir figure 1), et doivent être observés lors de toute construction et reconstruction, ainsi que lors de toute transformation augmentant le volume de l'immeuble.
2. Les alignements seront fixés pour les routes nationales et les chemins repris par les services compétents de l'Etat.
3. Les deux alignements de part et d'autre de la rue sont en principe distants de 12 mètres pour les chemins vicinaux, et de 10 mètres pour les autres chemins.
4. Pour les angles de rue des retraits sur les alignements peuvent être imposés pour des raisons de sécurité, sans que ces conditions puissent donner droit à une indemnité quelconque (voir § 2.4.1. - zones de visibilité - et figure 2)

3.2. Hauteur des constructions et des étages.

1. La hauteur des constructions est mesurée à partir du niveau du rez-de-chaussée jusqu'au faite ou au point le plus élevé de la construction, cheminées exceptées (voir figure 3).
2. Les locaux destinés au séjour prolongé de personnes auront une hauteur sous plafond d'au moins deux mètres soixante. Les locaux destinés à un usage commercial auront une hauteur sous plafond d'au moins trois mètres. Les locaux destinés à un usage utilitaire auront une hauteur sous plafond d'au moins deux mètres vingt.
3. Les locaux dont les plafonds seront inclinés, devront présenter la hauteur imposée sur au moins deux tiers de leur surface.
4. Les planchers des locaux destinés au séjour prolongé de personnes ne pourront se trouver à plus d'un mètre vingt en-dessous du niveau de la rue desservante ou du niveau du terrain aménagé.

3.3. Rez - de - chaussée

1. Pour les constructions situées au-dessus du niveau de la route desservante :

Est à considérer comme rez-de-chaussée le niveau inférieur de la construction sortant sur la façade principale plus de 1,60 mètres du terrain naturel non remblayé (voir figure 7).

2. Pour les constructions situées au même niveau ou situées au-dessous du niveau de la route desservante :

Est à considérer comme rez-de-chaussée le niveau inférieur de la construction se trouvant sur la façade principale en moyenne à plus de 1,60 mètres au-dessus du niveau de la rue desservante (voir figure 7).

3.4. Recul des constructions

1. Le recul des constructions sur les limites latérales et postérieures est mesuré au milieu de la façade correspondante et perpendiculairement à la limite de la propriété.
2. Pour les parcelles dont les limites sont obliques, le point le plus rapproché de la construction à la limite ne peut être inférieur d'un mètre au recul imposé (voir figure 4).
3. Dans le cas d'un terrain en pente, la vue des fenêtres des locaux destinés au séjour prolongé de personnes, sera dégagée du terrain naturel au niveau de l'allège sous un angle de quarante-cinq degrés sur l'horizontale et distante de trois mètres de la façade (voir figure 5).

3.5. Saillies des constructions.

1. D'une manière générale aucune saillie de construction ne sera tolérée au-dessus d'un terrain n'appartenant pas au propriétaire de la construction.
2. A condition que leur limite inférieure se trouve au moins à trois mètres au-dessus du niveau du trottoir et de rester au moins à cinquante centimètres en retrait de la bordure du trottoir, les corniches et auvents pourront dépasser la façade de soixante-dix centimètres (voir figure 6)
3. La distance des auvents sur la limite latérale sera au moins égale à leur saillie, sauf convention entre propriétaires voisins.

4. Les balcons pourront dépasser la façade d'un mètre vingt. La distance entre l'extrémité des balcons et la limite latérale sera de un mètre quatre-vingt-dix, sauf convention entre propriétaires voisins.
5. Les corps avancés, y compris les loggias pourront dépasser la façade de cinquante centimètres. La distance des corps avancés sur la limite latérale sera au moins égale à leur saillie, sauf convention entre propriétaires voisins.
6. Les soubassements, tels que socles, seuils, encadrements, devantures, enseignes adossées à la façade, et descentes d'eaux de pluie ne pourront dépasser la façade de plus de dix centimètres jusqu'à la hauteur de trois mètres.
7. Les contrevents, les portes et les fenêtres ouvrant vers l'extérieur, ne pourront dépasser la façade à moins de trois mètres de hauteur.
8. Les marquises et les stores pourront dépasser la façade, à condition de laisser un passage libre d'au moins deux mètres cinquante au point le plus bas et de rester à cinquante centimètres en retrait de la bordure du trottoir.
9. Les enseignes, les panneaux publicitaires et les luminaires privés pourront dépasser l'alignement de soixante-dix centimètres à condition de laisser un passage libre d'au moins trois mètres en hauteur de rester à cinquante centimètres en retrait de la bordure du trottoir et ne pas dépasser la hauteur de corniche admissible. La distance sur les limites latérales sera de un mètre quatre-vingt-dix, sauf convention entre les propriétaires voisins.

10. Pour les secteurs et monuments protégés et pour la zone rurale, l'autorisation d'établir des enseignes sera refusée ou subordonnée à des conditions spéciales pour des raisons de sauvegarde du patrimoine historique, architectural ou touristique.

3.6. Clôtures et plantations.

1. Les plantations des parcelles situées aux angles de rues ne peuvent entraver la bonne visibilité.
2. Les parcelles ne peuvent être clôturées par des murets dont la hauteur du côté rue dépasse cinquante centimètres; alternativement elles peuvent être clôturées par des haies ou des grillages dont la hauteur côté rue ne peut dépasser un mètre.
3. Le bourgmestre peut ordonner le clôturage de parcelles construites ou non construites et situées en bordure des voies publiques pour des raisons d'esthétique, d'hygiène ou de sécurité. Pour ces mêmes raisons, le bourgmestre peut ordonner la plantation d'arbres, de rideaux d'arbres, de haies ou d'autres aménagements jugés équivalents, autour de bâtiments existants ou à créer.

3.7. Travaux de remblai et de déblai.

1. En cas de construction, toutes les modifications apportées au niveau naturel du terrain sont sujettes à autorisation et doivent être indiquées dans les plans ad hoc.
2. Les matériaux utilisés pour les travaux de remblais de terrains, tels que décombres, sable, graviers ou terreau, ne peuvent contenir ni matières organiques, ni autres matières putrescibles.
3. En général, tous les travaux de déblai et/ou de remblai peuvent être interdits, s'ils gênent le voisinage, entravent la sécurité de la circulation, modifient l'aspect du site, le niveau de la nappe phréatique ou l'écoulement des eaux de surface.
4. En cas de construction ou de reconstruction, le bourgmestre peut exiger que la configuration du terrain soit sauvegardée ou modifiée dans l'intérêt du voisinage, de l'aspect du site, ^{ou} de la sécurité de la circulation. Les terrains voisins doivent toujours être protégés par des ouvrages en talus ou de soutènement à ériger sur le terrain de l'exécutant des travaux.
Les murs de soutènement dépassant la hauteur de quatre-vingt-dix centimètres sont subordonnés à des conditions d'ordre esthétique et d'intégration au paysage.

3.8. Superstructures.

1. Les toitures plates et les toitures à appentis (Pult-dächer) sont interdites sur tout le territoire de la commune.
2. La pente des toitures doit être comprise entre 30 et 60 degrés.
3. A l'exception des cheminées et des ventilations, toutes les superstructures, comme les toitures, les lucarnes, les étages en retrait, les cabanons d'ascenseur, les équipements de conditionnement d'air et d'approvisionnement d'eau doivent se trouver à l'intérieur d'un gabarit établi à 45 degrés sur la ligne de rive d'une corniche réelle ou fictive formant saillie de soixante-dix centimètres sur l'alignement.
4. Le bourgmestre pourra déroger aux dispositions 3.8.-2 et 3.8.-3 ci-dessus dans le but de raccorder d'une façon esthétiquement valable une nouvelle construction à des constructions mitoyennes récentes.
5. Les toitures des nouvelles constructions érigées en bordure immédiate de la voie publique doivent être munies de grillages de protection ou dispositifs similaires pour prévenir les chutes de masses de neige sur les trottoirs ou sur la chaussée.

3.9. Emplacements de stationnement.

1. Pour les nouvelles constructions, les reconstructions, les changements de destination et les transformations augmentant la surface d'utilisation de plus de cent mètres carrés, il faut prévoir sur la propriété intéressée :
 - a) un emplacement par logement ;
 - b) un emplacement par tranche de soixante mètres carrés de surface pour les bureaux et administration.
 - c) un emplacement par tranche de quarante mètres carrés de surface pour les commerces, cafés et restaurants;
 - d) un emplacement par tranche de quatre-vingt mètres carrés ou par tranche de cinq salariés, suivant la destination de l'entreprise, pour les établissements industriels et artisanaux;
 - e) un emplacement par tranche de quinze sièges pour les églises, salles de réunion, salles de fêtes et installations sportives;
 - f) un emplacement par tranche de cinquante mètres carrés de surface ou par salarié (le nombre le plus élevé étant retenu) pour les garages de réparation et les stations d'essence, avec un minimum de 6 (six) places par établissement;
 - g) un emplacement par tranche de cinq lits pour les constructions hôtelières et similaires;
 - h) un emplacement par salle de classe pour les écoles.
2. Les emplacements et le calcul du nombre de places de stationnement doivent figurer dans le projet soumis pour autorisation.
3. Les établissements commerciaux, artisanaux et industriels doivent prévoir en outre sur leur terrain le nombre de places de stationnement nécessaires à leurs véhicules utilitaires.

4. Tous les emplacements doivent avoir des accès faciles et permanents à la voie publique en tenant compte des impératifs de sécurité de la circulation.
5. Si le nombre total des places de stationnement requis en vertu des dispositions qui précèdent dépasse vingt emplacements en plein air, toutes les dispositions doivent être prises pour intégrer l'aire de stationnement harmonieusement dans le paysage environnant, notamment par des plantations de densité et de taille suffisantes.

3.10. Equipements d'utilité publique sur les propriétés privées.

Le bourgmestre peut faire établir, modifier et entretenir des équipements et des signalisations d'utilité publique sur les propriétés privées, comme des points de fixation ou coffrets de distribution des conducteurs électriques ou de la distribution de télévision par câbles, des appareils d'éclairage public, des panneaux indicateurs et des signaux de la circulation, des plaques des noms de rue et de numérotage de constructions, des inscriptions relatives aux conduites d'utilité publique et des repères topographiques, sans que ces installations puissent donner droit au paiement d'autres indemnités que celles payées pour dégâts causés, tout en tenant compte de ne pas diminuer la valeur des constructions présentes ou gêner les accès existants.

3.11. Changement de limite

Un changement de limite entre parcelles intervenant après l'entrée en vigueur du présent règlement ne peut entraîner une diminution des reculs imposés.

3.12. Antennes de télévision

1. Si le raccordement d'une construction au réseau de distribution de télévision par câbles (antenne collective) est techniquement et économiquement réalisable, l'installation d'antennes aériennes individuelles sur cette construction sera interdite.
2. L'exploitation du réseau de distribution de télévision par câbles est régié par un règlement communal spécial.

3.13. Lignes de distribution d'énergie à haute tension et postes de transformation.

En cas de construction de nouvelles lignes aériennes de haute tension (> 1 kV) sur le territoire de la commune, ou en cas de modification des lignes aériennes de haute tension existantes, les nouvelles lignes ou les lignes modifiées devront passer à plus de cinquante mètres des zones d'habitation de moyenne ou faible densité (voir § 2.2.1 et 2.2.2) et des secteurs d'aménagement particuliers (voir § 2.2.4 et Annexe C). De même les postes de transformation aériens (montés sur mât) seront implantés à plus de cinquante mètres de la maison d'habitation la plus proche. Si cela n'est pas possible il faudra recourir à des câbles haute-tension souterrains et/ou des postes de transformation sous abri.

4. La solidité, la sécurité et la salubrité des constructions.

- 4.1. Les dispositions sur la solidité, la sécurité et la salubrité des constructions sont définies dans l'Annexe F.
- 4.2. D'une manière générale, les dispositions de la loi du 28.8.1924 concernant la santé et la sécurité du personnel occupé dans les ateliers, les entreprises industrielles et commerciales ou aux travaux de construction, d'aménagement, de réparation ou de terrassement, y compris les arrêtés d'exécution de cette loi, ainsi que les autres dispositions légales les plus récentes en vigueur sur ce sujet, sont incorporées dans le présent règlement par référence.
- 4.3. Le règlement communal du 9 janvier 1967 sur les canalisations est incorporé dans le présent règlement par référence.

5. La réglementation de chantier.

Les dispositions gouvernant les chantiers de construction sont énumérés à l'Annexe G.

6. La procédure pour l'octroi des autorisations de bâtir.

6.1. Compétences

1. L'octroi des autorisations de bâtir relève du bourgmestre, sans préjudice des pouvoirs réservés au Collège des Bourgmestre et Echevins par la loi du 12 juin 1937, et sans préjudice de toutes autres autorisations à délivrer par d'autres autorités.
2. Le bourgmestre, assisté par le service technique communal, examine les demandes d'autorisation de bâtir et contrôle l'observation des dispositions du présent règlement. Il surveille tous travaux de construction sur le territoire de la commune et vérifie notamment leur conformité avec les autorisations accordées, avec le projet d'aménagement et le présent règlement.
3. Le conseil communal nommera une commission consultative en matière de bâtisses et d'aménagement du territoire appelée à émettre un avis sur toutes les questions qui lui seront soumises par le bourgmestre concernant l'application du projet d'aménagement et du règlement sur les bâtisses. Les membres de la commission seront nommés pour une période de six ans et leur mandat sera renouvelable.

6.2. Autorisation pour projet d'aménagement particulier

1. Tout propriétaire ou promoteur qui entreprend de créer ou de développer des lotissements de terrains ou des groupes d'immeubles doit établir un projet d'aménagement particulier, conforme aux dispositions de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations

2. Lorsqu'un terrain aménagé construisible bâti ou non, est morcelé ou remorcelé de manière à créer ou modifier trois places à bâtir ou plus, les dispositions sur les secteurs d'aménagement particuliers sont applicables à ce terrain.
3. Tout projet d'aménagement particulier sera conforme aux dispositions de l'Annexe C.
4. Les projets d'aménagement particuliers déposés aux fins d'approbation doivent comprendre les pièces suivantes, en triple exemplaire, pliées en format A4, avec marge, portant visiblement l'indication de leur contenu:
 - a) un extrait à l'échelle de 1:10 000 ou de 1:5000, permettant la localisation exacte du ou des terrains qui sont à marquer en couleur;
 - b) une copie du plan cadastral à l'échelle de 1:2500 ou de 1:1250 établie sur la base de données officielles et permettant de se faire une idée exacte des limites des terrains et de la situation au point de vue titres de propriété;
 - c) un plan de situation précis à l'échelle de 1:500 et pour les plans d'aménagement portant sur plus de 10 ha, à l'échelle de 1:1000, établi sur la base d'un levé topographique;
 - d) ce dernier plan comportera les indications ci-après :
 - l'orientation
 - les voies publiques existantes et prévues
 - les surfaces d'eau existantes et prévues
 - l'indication de la hauteur des constructions existantes et prévues et du nombre des étages

- les surfaces bâties et les surfaces libres ;
- les alignements de rues
- le calcul détaillé des surfaces, séparément établi pour les surfaces réservées à des affectations diverses d'intérêt public et les surfaces nettes des places à bâtir, avec détermination du coefficient maximum d'utilisation du sol (CMU) et le coefficient d'utilisation global (voir Annexe C, § 3 et 4)
- la détermination du nombre de logements par hectare.

e) Le même plan, sur lequel sera marqué spécialement le schéma de la circulation motorisée et pédestre emplacements de stationnement, garages, arrêts d'autobus, et des zones vertes.

Sur ce plan seront également indiqués les dimensions et les rayons de courbure des voies publiques et des voies projetées.

f) Le même plan sur lequel seront inscrits spécialement :

- les lignes de niveau
- les cotes de niveau des voies existantes et prévues ainsi que le pourcentage des pentes
- le réseau d'assainissement existant et prévu comprenant les installations d'égout.
- le réseau existant et prévu d'alimentation en eau
- les bouches d'incendie (une tous les 60 m)
- le réseau de distribution d'antenne de TV par cables
- le réseau d'alimentation et de distribution d'électricité basse et haute tension

- g) une autorisation d'alignement délivrée par l'Etat, pour autant que le terrain se trouve en bordure d'une route de l'Etat ou d'un chemin repris par l'Etat;
- h) un programme d'aménagement contenant des indications précises notamment sur le genre, la destination et la forme des constructions, leur hauteur et les écarts entre elles, sur les clôtures, les espaces libres, la forme des toitures, le traitement des façades, les matériaux mis en oeuvre, les terrains de jeux, les installations collectives, ainsi que l'affectation de celles-ci, les garages, les emplacements de stationnement.

5. L'autorisation pour un projet d'aménagement particulier perd sa validité si les travaux d'infrastructure ne sont pas commencés endéans une année, ou si 50% des travaux d'infrastructure prévus ne sont pas achevés endéans cinq années à partir de la date de délivrance de l'autorisation.

6.3. Autorisation préalable.

1. Pour tous travaux de transformation ou de construction une autorisation préalable, valant accord de principe pourra être sollicitée. Cette autorisation n'engage l'autorité compétente que pour autant que le projet définitif sera conforme en tous points au projet d'aménagement et aux règlements en vigueur et sans qu'il puisse en découler une responsabilité quelconque de la commune envers les engagements pris par le propriétaire ou le promoteur sur la base de cette autorisation préalable.

2. La durée de validité de l'autorisation préalable ne dépassera pas une année à partir de la date de délivrance.'
3. Les demandes d'autorisation préalable comprendront les pièces suivantes, en double exemplaire, pliées en format A4, avec marge, portant visiblement l'indication de leur contenu :
 - a) La désignation des terrains telle qu'elle figure au cadastre;
 - b) la désignation du projet d'aménagement particulier auquel la demande se rapporte;
 - c) une copie du plan cadastral à l'échelle de 1:2500, établie sur la base de données officielles;
 - d) un plan-masse à l'échelle de 1:500 au moins indiquant les courbes de niveau, les écarts par rapport aux constructions et aux limites, les accès et les volumes bâtis avec indication du gabarit envisagé;
 - e) une description exacte du mode de construction envisagé, et de la destination des bâtiments.

6.4. Autorisation de bâtir.

1. Sans préjudice des dispositions légales en vigueur, une autorisation de l'autorité communale, dont la demande sera conforme aux dispositions du paragraphe 6.4.2 est requise pour les travaux suivants sur tout le territoire de la commune de Bissen :
 - a) pour les travaux de démolition;
 - b) pour les travaux de déblai et de remblai, et la construction de murs de soutènement;
 - c) pour les constructions nouvelles;
 - d) pour agrandissement, exhaussements et transformations de constructions existantes, de même que pour toutes autres modifications apportées aux murs extérieurs, éléments porteurs et toitures, ou pour le changement d'affectation des constructions existantes;
 - e) pour établissement et la modification de clôtures de toute nature le long des voies publiques, ainsi que dans les zones de reculs;
 - f) pour l'installation d'auvents, de marquises, d'enseignes lumineuses et de panneaux publicitaires;
 - g) pour la construction de puits, citernes à eau, silos à fourrages, réservoirs destinés à l'entreposage de combustibles liquides et de produits chimiques, explosifs, radioactifs ou autres substances dangereuses, fosses à fumier et à purins;

- h) pour l'aménagement de rues ou trottoirs privés;
- i) pour certains travaux dans les secteurs protégés
(voir § 2.2.3.1 et 2.2.3.2)

2. Les plans de construction à introduire avec la demande d'autorisation de bâtir seront établis à l'échelle de 1:100 ou de 1:50. A titre exceptionnelle des échelles plus réduites peuvent être autorisées pour des constructions de dimensions importantes. Ces plans sont à soumettre en deux exemplaires, pliés en format A4, avec marge, portant visiblement l'indication de leur contenu.
3. Les plans de construction doivent contenir:
 - a) les plans de tous les niveaux, y compris ceux de la cave et des combles, avec indication de toutes les dimensions; ces plans fourniront les données sur les installations d'assainissement, de ventilation les foyers et les cheminées;
 - b) les coupes longitudinales et transversales indispensables à l'étude du projet de construction, avec indication de la forme du toit et de la topographie existante du terrain, ainsi que les modifications qu'il est prévu d'y apporter; le tracé des canalisations avec indication des pentes et des diamètres jusqu'au raccordement au collecteur public;
 - c) les vues en élévation de toutes les façades, sur lesquelles seront marquées les pentes des voies publiques, les différents niveaux, ainsi que les façades des constructions voisines existantes jusqu'à une distance de 10 m de part et d'autre de la construction projetée.

4. Dans ces plans figureront les indications suivantes : la destination des différents locaux, leurs dimensions, les aménagements extérieurs et leurs surfaces, les hauteurs des façades extérieures et des différents niveaux, le niveau du fond de la cave par rapport à la voie desservante et au réseau d'égouts, l'épaisseur des murs extérieurs ainsi que la hauteur et l'épaisseur des murs de clôture, les matériaux et les teintes mis en oeuvre pour tous les éléments visibles à l'extérieur.
5. Pour les constructions compliquées, ou hébergeant des activités ou des produits polluants, insalubres ou dangereux, des documents supplémentaires, et à des échelles différentes de celles définies ci-dessus, pourront être exigés par l'Administration communale.
6. Avant la remise de l'autorisation afférente, il est interdit de commencer les travaux de démolition, d'aménagement ou de construction.
7. L'autorisation de bâtir perd sa validité si les travaux de gros-oeuvre ne sont pas commencés endéans une année, ou s'ils sont interrompus pendant plus de six mois.

6.5. Fixation des alignements et niveaux

Avant le début des travaux de construction le propriétaire doit se faire indiquer par les services techniques de la commune les alignements de voie publique et de construction déterminés par l'administration. Avant la pose du plancher du rez-de-chaussée, il se fera indiquer par les mêmes services le niveau fixé pour le rez-de-chaussée par rapport au trottoir ou à la chaussée. Les clôtures ne peuvent être exécutées qu'après fixation de leur alignement.

6.6. Surveillance des travaux

1. Les représentants qualifiés du bourgmestre ont le droit de surveiller à tout moment l'exécution des travaux de construction. Ils peuvent exiger des avis d'experts et des essais de charge.
2. Les représentants qualifiés du bourgmestre et les experts commis ne peuvent se voir refuser l'accès du chantier. Ils doivent être en mesure d'y consulter à tout moment l'autorisation de bâtir et les pièces du dossier de construction. On leur soumettra également, à leur demande, tous les autres plans et calculs de construction.

7. Dispositions finales

7.1. Dispositions transitoires

1. Toutes les autorisations de bâtir encore valables, octroyées avant l'entrée en vigueur du présent règlement sur les bâtisses, conservent leur validité pour la durée d'une année à partir de l'octroi de cette autorisation.
2. Toutes les demandes d'autorisation restées en suspens, au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement sur les bâtisses, sont soumis aux dispositions nouvelles.
3. Toutes les constructions en voie d'exécution au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement et qui ne sont pas sanctionnées par une autorisation de bâtir valable, sont soumises aux dispositions nouvelles.

7.2. Dispositions abrogées

Le présent règlement sur les bâtisses abroge toutes les dispositions contraires contenues dans des règlements antérieurs de la commune.

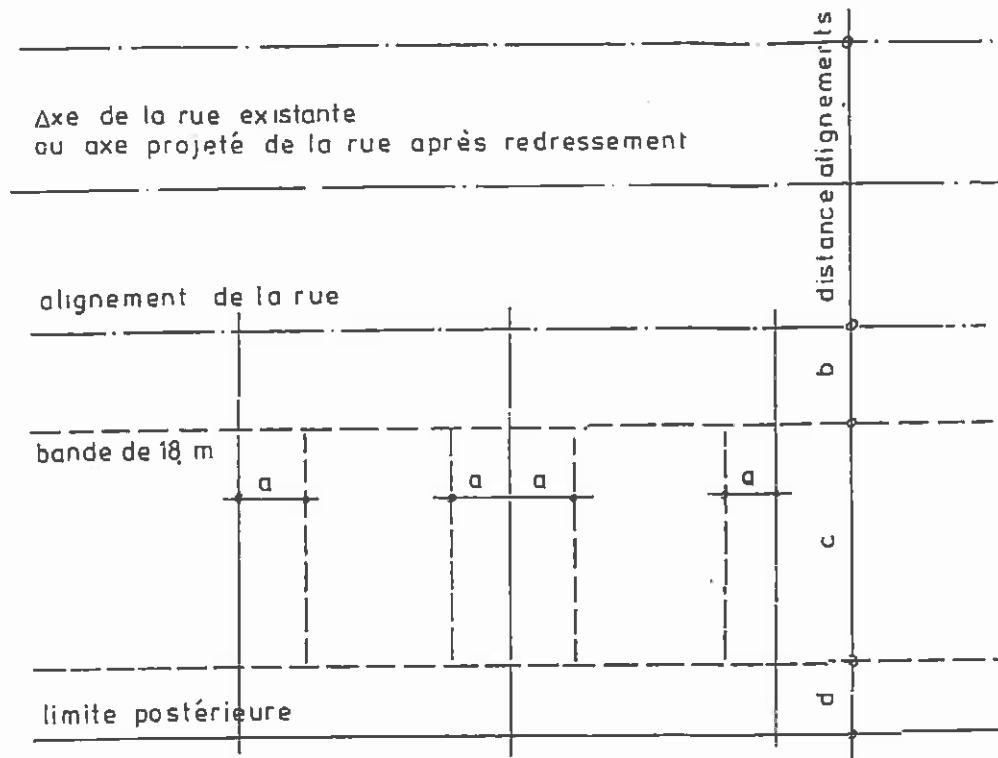
7.3. Infractions et peines

1. Le bourgmestre interdira toute continuation de travaux non autorisés sur base du présent règlement et ordonnera la fermeture du chantier.
2. Au cas où les travaux ou installations ne répondent pas aux exigences de sécurité ou de salubrité, et faute par les propriétaires dûment avertis d'y avoir remédié dans le délai fixé, le juge compétent ordonnera l'exécution d'office de ces travaux aux frais du propriétaire.
3. Les infractions aux dispositions du présent règlement seront constatées par des procès-verbaux dressés par les fonctionnaires compétents ou par tous autres moyens légaux, et ce simultanément à charge des propriétaires, promoteurs, architectes, entrepreneurs en bâtiments et autres personnes chargées de la direction ou de l'exécution des travaux.
4. Sous réserves d'autres dispositions pénales prévues par la loi, les infractions aux dispositions du présent règlement sur les bâtisses sont passibles d'une peine d'emprisonnement de sept à trente jours et d'une amende de 2500.-fr. à 500 000.-fr. ou d'une de ces peines seulement.
5. Les propriétaires, architectes, entrepreneurs en bâtiment et ouvriers qui s'opposent aux injonctions des agents de l'administration sont passibles des mêmes peines.

6. En cas d'infractions aux dispositions du présent règlement le juge ordonnera la suppression des travaux exécutés, ainsi que le rétablissement des lieux dans leur état primitif, aux frais des contrevenants. En cas de violation d'une disposition sanitaire le juge ordonnera d'office et aux frais du condamné, l'exécution des mesures dont l'inobservation aura formé l'objet de l'infraction.
7. Les frais avancés par l'administration communale pour l'exécution de travaux ordonnés par le tribunal doivent lui être remboursés par le propriétaire sur présentation d'une quittance relative aux travaux effectués ou en vertu d'un décompte établi par l'administration communale.

A N N E X E AListe des figuresPage

- | | | |
|----------|--|----|
| Figure 1 | - Définition des alignements et des reculs par rapport aux limites (§ 1.2.1-2, 1.2.2. - 2,2,1) | A2 |
| Figure 2 | - Zone de visibilité à un embranchement de deux voies publiques (§ 1.4.1. - 2) | A3 |
| Figure 3 | - Définition de la hauteur d'une construction (§ 2.2. - 1) | A4 |
| Figure 4 | - Définition du recul de la construction dans le cas d'une parcelle oblique (§ 2.4. - 2) | A5 |
| Figure 5 | - Dégagement des fenêtres dans le cas d'un terrain en pente (§ 2.4. - 3) | A6 |
| Figure 6 | - Saillies des constructions (§ 2,5 - 2.) | A7 |
| Figure 7 | - Définition du rez-de-chaussée (§ 2.3) | A8 |



- a = recul sur la limite latérale
- b = recul alignement
- c = bande de 18 m
- d = recul sur la limite postérieure

Figure 1 - Définition des alignements et des reculs
par rapport aux limites (§ 2.2.1-2, 2.2.2-2, 3.

- A 3 -

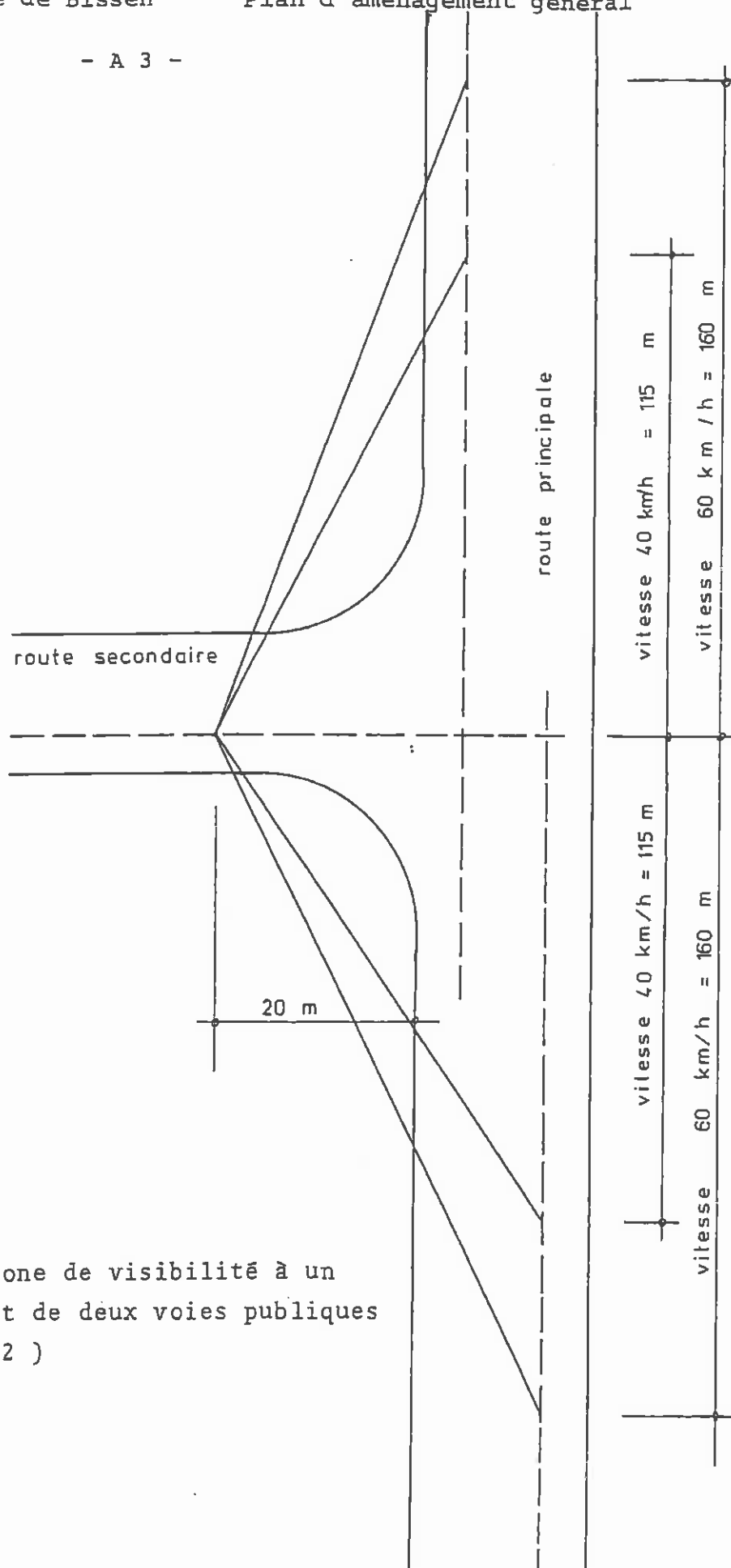


Figure 2 - Zone de visibilité à un
embranchement de deux voies publiques
(§ 2.4.1 - 2)

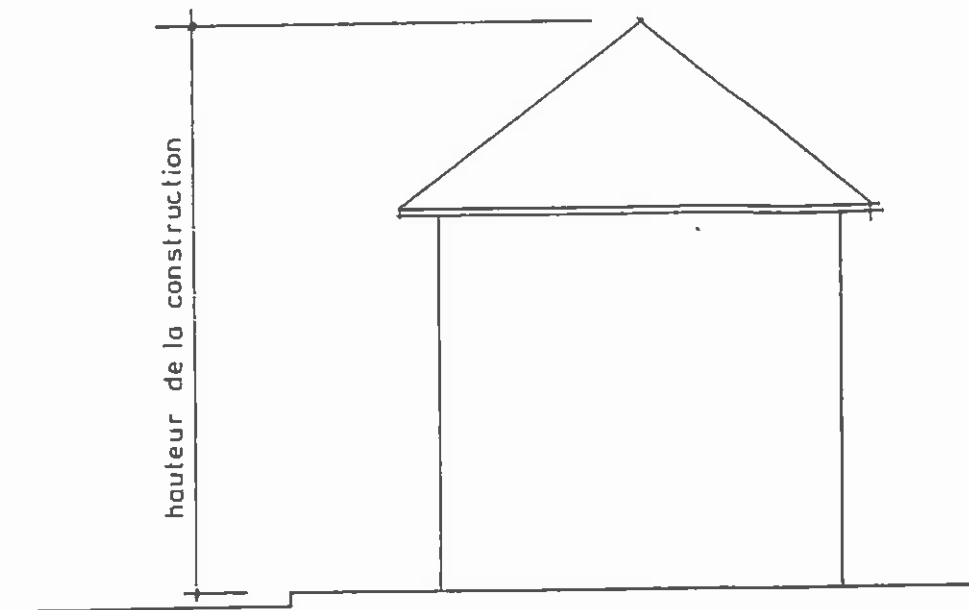
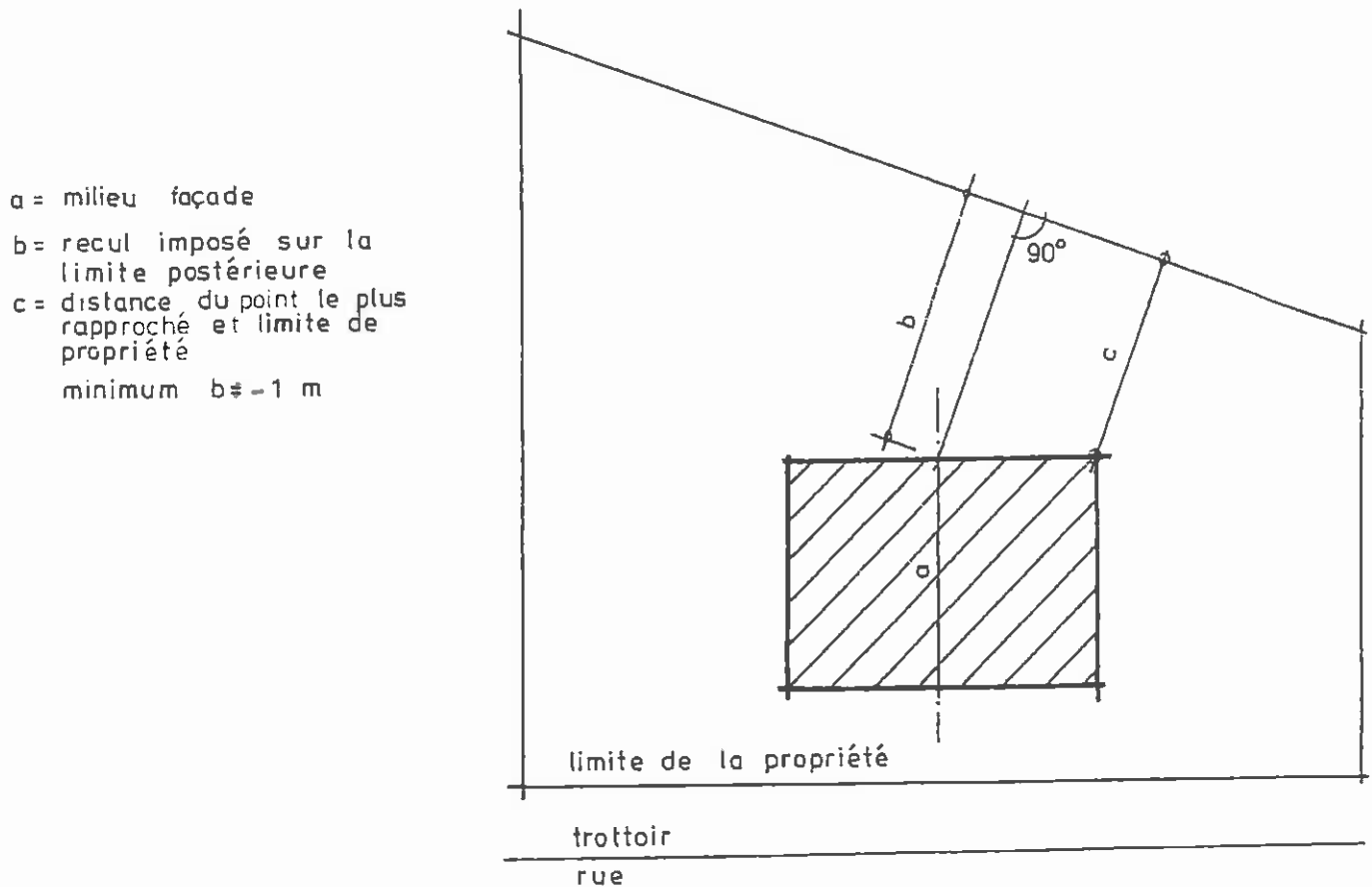


Figure 3 - Définition de la hauteur d'une construction
(§ 3.2 - 1)



a = milieu de la façade
b = recul imposé sur la limite postérieure
c = distance du point le plus rapproché et la
limite de propriété
minimum b = 1 m

Figure 4 - Définition du recul de la construction
dans le cas d'une parcelle oblique (§ 3.4.-2)

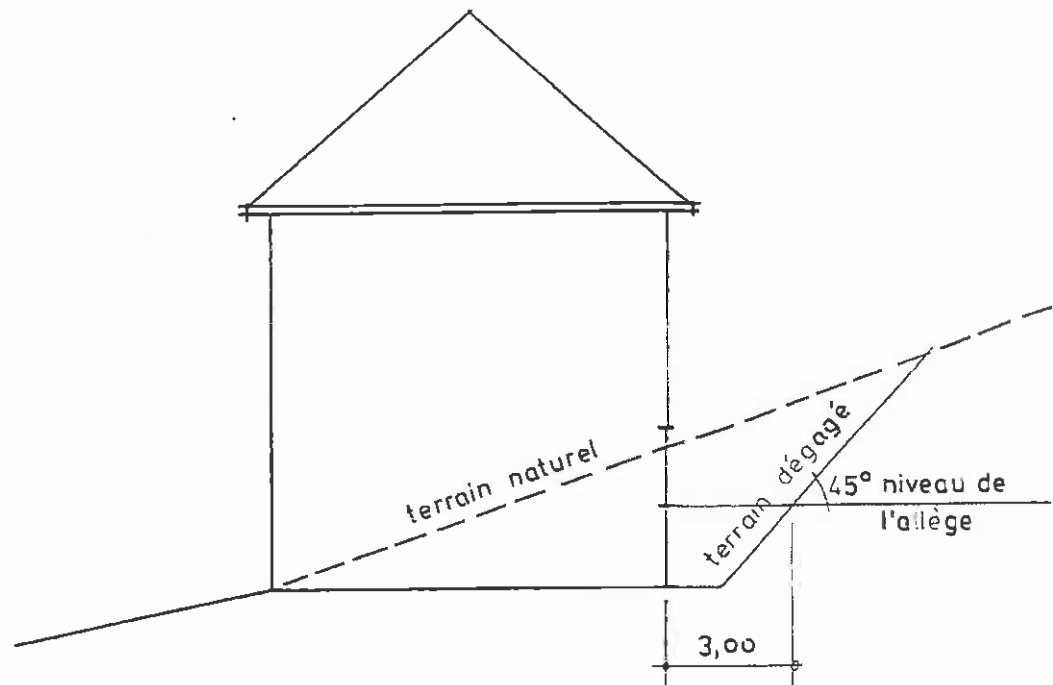


Figure 5 - Dégagement des fenêtres dans le cas
d'un terrain en pente (§ 3.4-3)

- A 7 -

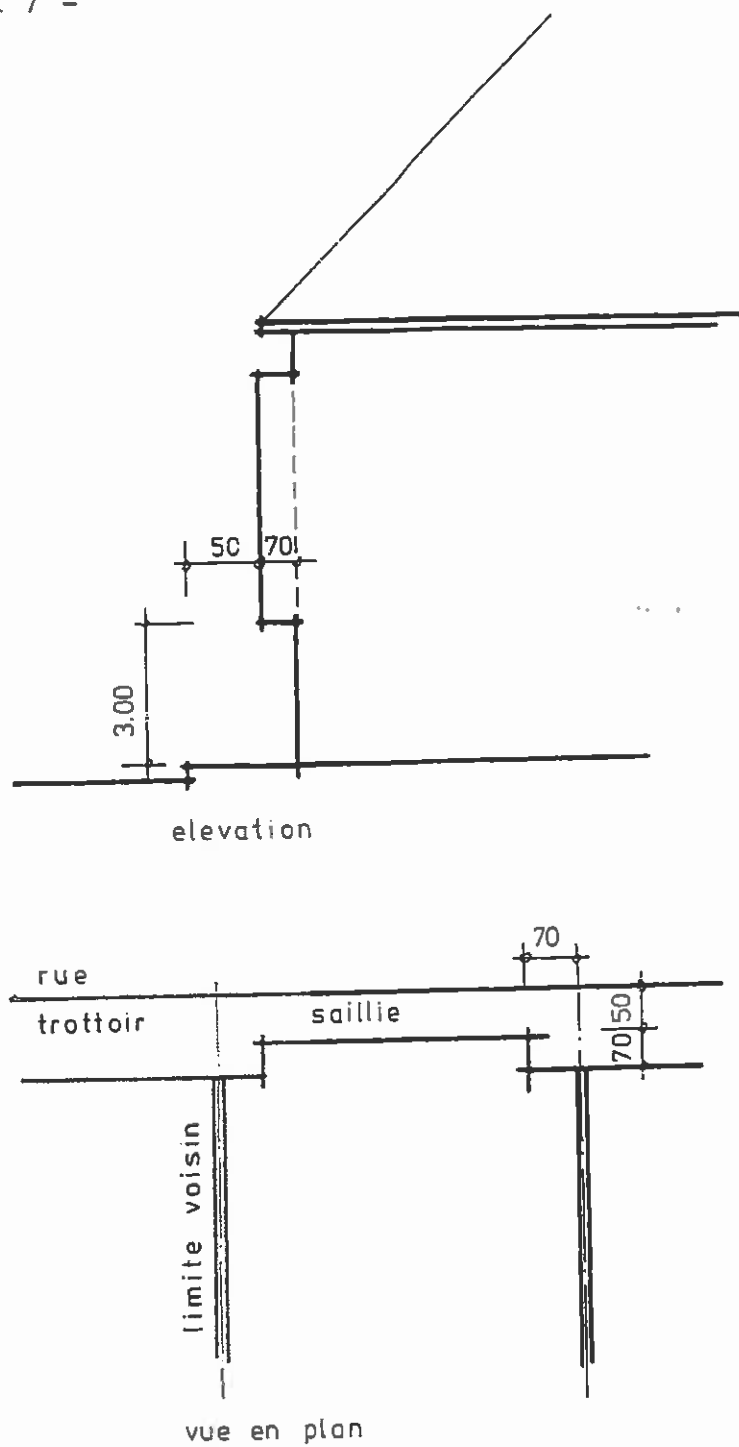
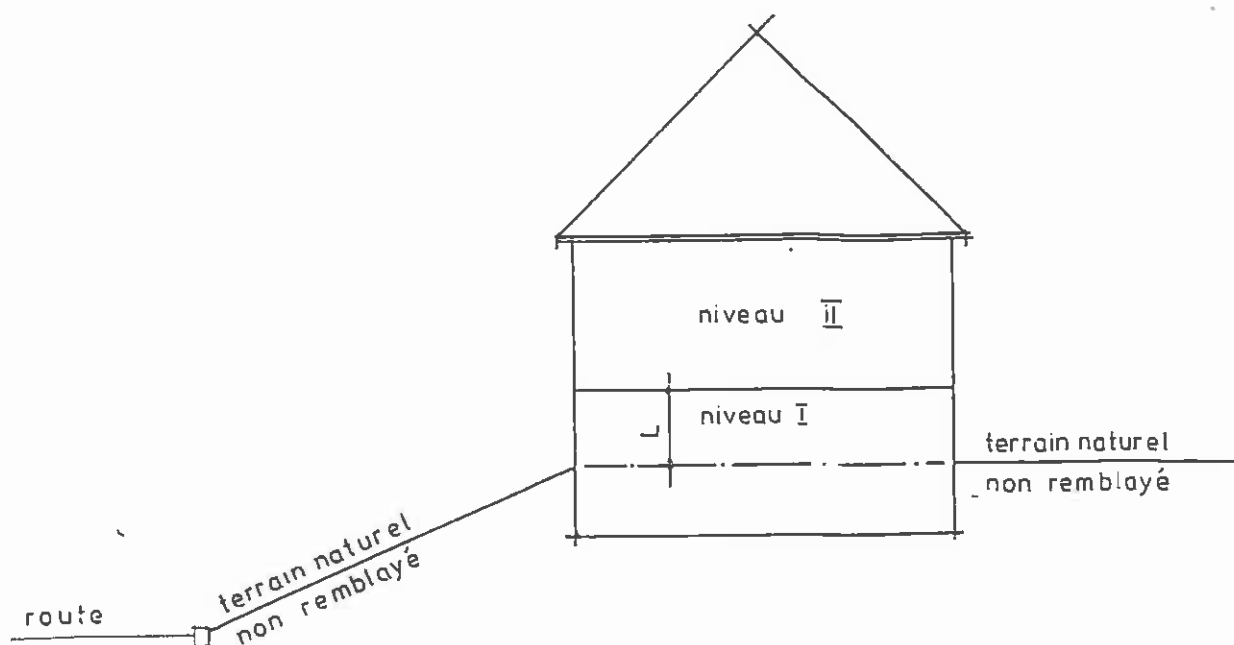
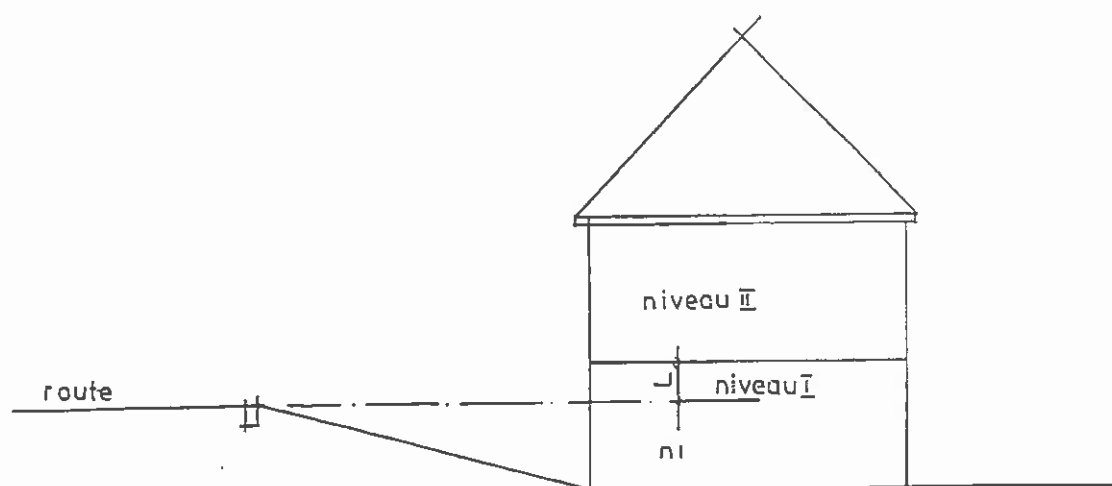
Art. 17

Figure 6 - Saillies des constructions (§ 3.5.-2)



Cas 1 - Construction située au-dessus du niveau de la route desservante

Cas 2 - Construction située au même niveau ou au-dessous du niveau de la route desservante



Si $L > 1,60$ m alors le niveau I est considéré comme rez-de-chaussée

Si $L < 1,60$ m alors le niveau I est considéré comme sous-sol

Figure 7 - Définition du rez-de-chaussée.

ANNEXE B

Liste des sites et monuments protégés situés sur le territoire de la Commune de Bissen.

B.1. Classe de Protection Renforcée (§ 2.2.3.1.)

1. Chapelle St-Roch avec la station sur stèle représentant la descente de la croix devant la chapelle et les deux marronniers, ainsi que le terrain environnant des deux côtés de la rue de la Chapelle jusqu'à la hauteur du chemin vers Koderloch (voir également plan Annexe A)
2. Maison BODEN 1, rue des Jardins
3. Maison HAAN 15, rue de la Laiterie
4. Maison SINNER 19 et 21, Grand-rue
5. Maison PASTORET 11, route de Boevange
6. Maison ECKER 1, rue des Moulins
7. Moulin SOUVIGNIER 9, rue des Moulins
8. Maison ENGEL-SHELL 4, rue de Reckange
9. Maison SCHREURS-STOFFEL 5, route de Finsterthal
10. Maison FEITH-COLLÉ 6, route de Colmar
11. Maison MEIERS-MATHES 5, route de Mersch
12. Maison WOLTER-GLOESNER 8, rue de la Laiterie
13. Eglise paroissiale avec chapelle de l'ancien cimetière et terrain environnant
14. Vieux lavoir au lieu-dit " Frohnert "
15. Toutes les croix de chemin et d'un calvaire situées sur le territoire de la commune à savoir:
 - a) Sculpture représentant le couronnement à la couronne d'épines (?), partie supérieure d'une stèle d'un ancien calvaire, insérée dans le pignon de la maison au-dessus du no 35, rue de la Chapelle;
 - b) Sculpture représentant la rencontre avec Véronique (?), partie supérieure d'une autre stèle de l'ancien calvaire, insérée dans le pignon de la maison no 41, rue de la Chapelle;

- c) Sculpture représentant une scène de crucifiement, ornée de deux têtes d'ange avec médaillon, partie supérieure d'une ancienne croix de chemin, insérée au-dessus de la chapelle attenant à la maison BODEN 1, rue des Jardins;
- d) Vestiges d'une ancienne croix de chemin, représentant le crucifiement du Christ, insérés dans la façade de la maison CLOOS-STEFFEN 45, rue de la Chapelle;
- e) Restes mutilés d'une ancienne croix de chemin, portant l'inscription CR(VC)I(FIX)VM ADO(R)A VIATOR 1729 dans le mur d'enceinte du jardin de la maison ENGEL-SHELL 4, rue de Reckange;
- f) Croix rappelant le lieu de l'accident survenu à Joseph KREMER-MOUSEL le 4.11.1947 au lieu-dit "In der Seitert", croix érigée par la famille au milieu d'une pâture.

B.2. Classe de Protection Normale

(§ 2.2.3.2)

- 1. Route de Finsterthal
- 2. Grand-rue
- 3. Rue de la Laiterie
- 4. Rue du Nord
- 5. Rue de la Chapelle

ANNEXE CDispositions spéciales gouvernant les secteurs d'aménagement particuliers.

1. Les secteurs d'aménagement particuliers (encore appelés " zones de lotissements ") doivent obligatoirement être situés à l'intérieur du périmètre d'agglomération, et sont définis sur le plan d'aménagement,
2. Dans les secteurs d'aménagement particuliers, les dispositions afférentes des chapitres respectivement 2.2.1. (Secteurs de moyenne densité) et 2.2.2. (Secteurs de faible densité) sont applicables.
3. Le coefficient maximum d'utilisation du sol ou CMU (étant le rapport entre la surface totale de tous les planchers d'habitation d'une construction, mesurée hors oeuvre, et la surface nette de la parcelle sur lequel la construction est implantée) sera de huit dixièmes.
4. Le CMU global pour un lotissement (étant le rapport entre la somme des surfaces au sol de toutes les constructions et la surface totale du lotissement) sera au maximum de cinq dixièmes.
5. Les constructions sont à implanter et à étudier de manière à garantir l'ensoleillement, la vue et le confort de tous les logements.
6. Les travaux d'infrastructure (terrassements, routes d'accès, canalisations d'évacuation des eaux résiduaires et des eaux de pluie, conduites d'eau, éclairage public, électricité, téléphone, antenne collective de TV etc...) devront être réalisés en une seule étape dès le début des travaux.

7. Les frais de ces travaux d'infrastructure sont à charge exclusive des promoteurs.
8. Le cahier des charges établi par les promoteurs pour les travaux d'infrastructure ci-dessus devra être approuvé par le Collège des bourgmestre et échevins avant le début des travaux, afin de garantir que les travaux proposés soient conformes aux normes techniques et de sécurité en vigueur.
9. La surveillance des travaux d'infrastructure sera faite régulièrement par le Collège des bourgmestre et échevins, qui fera corriger immédiatement toute exécution non conforme ou toute déviation par rapport au cahier des charges.
10. Les voies ou parties de voies nouvelles sont censées être prêtes à l'implantation de constructions, lorsque les conditions ci-après sont remplies :
 - a) les alignements de voirie, ainsi que les profils longitudinaux et transversaux doivent être déterminés,
 - b) le remembrement éventuellement requis aux termes de l'article 22 de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes doit avoir été effectué,
 - c) la propriété des surfaces des voies et trottoirs doit avoir été cédée dans toute la largeur,
 - d) la surface des voies doit correspondre dans toute la largeur au niveau fixé dans le plan d'alignement du projet d'aménagement et doit se raccorder à une voie existante ou à une voie nouvelle,
 - e) la chaussée et les trottoirs doivent être consolidés conformément aux dispositions de l'autorité compétente

C3

- f) les canalisations d'égout doivent être installées et raccordées au réseau communal de canalisation,
 - g) la voie ou partie de voie doit être raccordée au réseau communal d'adduction d'eau, au réseau de distribution d'énergie électrique, au réseau communal de distribution de télévision par câbles et équipée de bouches d'incendie tous les soixante mètres, conformément aux règlements en vigueur.
11. Si le lotissement est exécuté par tranches successives, tous les raccordements et la construction de la route d'accès (à l'exception du revêtement final) devront être exécutés et terminés avec une avance d'une tranche sur la tranche dont la construction et la vente vont être abordés.
Le revêtement routier final sera toutefois exécuté en une seule fois quand les raccordements de la dernière construction auront été exécutés.
12. Les promoteurs joindront à leur demande d'approbation du lotissement les accords écrits à prendre avec les organismes qui gèrent la distribution d'énergie électrique et l'antenne collective de Bissen (voir aussi § 3.12 et 3.13)
13. Les réservoirs à mazout du type enterré doivent être à double parois et être munis d'un dispositif pour détection de fuites.
14. Les réservoirs à gaz devront être placés à une distance d'au moins 5 mètres de la propriété voisine.
15. La largeur des rues à l'intérieur du lotissement sera en principe de six mètres, plus un trottoir de 1,50 mètre de largeur minimum de chaque côté. Si une rue se termine en cul-de-sac, une place suffisante pour tourner avec un camion devra être aménagée au bout de la rue.

16. Avant le début des travaux, les promoteurs céderont par acte notarié à la Commune de Bissen une partie du terrain suffisante pour constituer la garantie d'achèvement des travaux d'infrastructure conformément aux conditions de lotissement. Ce terrain sera restitué aux promoteurs par un second acte notarié après la réception définitive des travaux par les autorités communales. Les frais de ces actes notariés seront à charge des promoteurs. La réception des travaux d'infrastructure aura lieu un mois après l'achèvement de la dernière construction, si toutes les conditions de lotissement ont été remplies préalablement. Alternativement le promoteur aura le choix de déposer une garantie bancaire d'un montant égal à la valeur estimée des travaux d'infrastructure.
17. Jusqu'à réception finale des travaux d'infrastructure par les autorités communales, les promoteurs assureront à leurs frais tous les travaux d'entretien courant des rues, des routes et du domaine public que les autorités communales pourront leur demander.
18. Les promoteurs joindront à leur demande d'approbation du lotissement un projet de plantation. La fourniture et la plantation des plantes, arbres et arbustes sur le domaine public incombera aux promoteurs, à leurs frais.
19. Les promoteurs sont tenus d'informer par écrit l'Administration communale de Bissen chaque fois qu'ils auront vendu une parcelle du lotissement.

Cette information devra être communiquée à l'Administration communale au plus tard un mois après la signature de l'acte de vente devant notaire.

ANNEXE DD.1. Zones de protection autour des sources et réservoirs d'eau (§ 2.7.1.)

1. Source " Scheierbösch "
2. Source " Kehlergronn "
3. Source " Pommeschfeld "
4. Source " Schweizeschwiss "
5. Source " Bonnert "
6. Source " Klengelbuer "
7. Source " Scheerbaach "
8. Source " Donkelsuecht "
9. Source " auf Bredent " alimentant les étangs de M. KABERS, route de Boevange.
10. Source " Schiessbour " alimentant l'usine TréfilARBED.

D.2. Zones vertes (§ 2.4.3.)

1. Merelbach, y compris la partie supérieure du ravin entre le CR 306 et la propriété FERRON.
2. Ravin longeant la prairie "Um grouse Maes" depuis son origine jusqu'à la propriété LEYTEM.
3. Lieux-dits "Um Frohnert" et "Mühlenstedt".
4. Lieux-dits "Im Brill" et "In den Rellen".
5. Allée de châtaigniers "Route de Boevange" (N 22)
6. Allée de tilleuls "Route de Vichten" (CR 306)

D.3. Paysages typiques (Landschaftsschutzgebiete) (§ 2.8.2.)

1. Vallon de la "Donkelsuecht"

2. Vallon de la "Zillericht "
3. Vallon de "Bousberg"
4. Lieu-dit "An der Geiwels"
5. Vallée de l'Attert en aval du moulin BETZ
(maison JONES) jusqu'à l'usine de la
S.A. Métallurgique
6. Vallée de la Viichtbach, zone frayère
naturelle de l'Attert
7. Paysage aux lieux-dits "A Wooment", " Op Rounert",
" Hellgewiss", "Stallboescheltchen", " Hettend",
" Bocksbiereg"
8. Vallon du "Kuederlach"

D.4. Réserves naturelles (§ 2.8.3.)

1. Vallons de la "Scheierbaach" et de la "Helmeschbaac
avec les étangs "Oberst Wies " et "Unterst Wies "
2. Massif forestier "a Bonnert"
3. Mares au lieu-dit "Seitert"
4. Mares au lieu-dit "Laaschtert"
5. Mardelles aux lieux-dits " Flercher Seitert",
" Uessestall", "Geichboesch", " Schielheck",
"Haerenhecken",

D.5. Zones d'inondations (§ 2.4.4.)

1. Lieux-dits "Im Frohnert" et "Mühlenstedt"
2. Lieux-dits "Im Brill" et "In den Rellen"

E 1

A N N E X E E

Règlement étangs " Helmeschhaff "

ANNEXE F
=====

La solidité, la sécurité et la salubrité des constructions.

F.1. Matériaux de construction et stabilité.

1. Les murs et piliers portants doivent être assis sur un terrain naturellement solide ou artificiellement consolidé, à une profondeur qui les met à l'abri du gel.
2. Les constructions doivent, dans chacune de leurs parties, être exécutées en matériaux appropriés et de bonne qualité, d'après les règles de l'art. Les présentes dispositions s'appliquent notamment aux exigences relatives à la résistance des matériaux de construction, aux chiffres servant de base aux calculs de résistance et aux charges admissibles pour le terrain à bâtir.
3. Il est interdit d'asseoir des constructions en pierre et en métal sur du bois.
4. Tous les éléments portant en acier de constructions à plus d'un niveau doivent être protégés de façon à résister aux températures critiques en cas d'incendie.
5. Les revêtements extérieurs de constructions (façades) en panneaux, bandes, feuilles ou profilés en matières plastiques sont interdits.

F.2. Murs et cloisons.

1. Les murs portants doivent être construits d'une façon irréprochable au point de vue statique et être à l'épreuve du feu.
Les murs portants extérieurs en moellons doivent présenter une épaisseur de 50 cm au moins. Les murs extérieurs exécutés en d'autres matériaux doivent assurer une protection au moins équivalente contre les intempéries et assurer la même isolation phonique et thermique.
2. Dans le cas de maisons d'habitation isolées ou jumelées, comportant au maximum deux étages, ainsi que pour les dépendances, la construction en pans de bois peut être autorisée.
Les constructions d'habitation ne comportant que du bois ne sont pas autorisées.
3. Des logements différents occupant le même étage doivent être séparés entre eux par une cloison d'au moins 25 cm d'épaisseur. Sont également autorisées des cloisons moins épaisses mais assurant la même isolation phonique qu'une cloison en briques de 25 cm d'épaisseur.
4. Les murs pare-feu sont destinés à empêcher la propagation d'un incendie. Ils doivent être construits à partir de leur base à l'épreuve du feu, et ne présenter ni ouvertures ni niches.

5. Il est permis d'encastrier des pannes, des poutres et des sablières en bois dans les murs pare-feu, à condition qu'il reste une épaisseur de mur de 13 cm au moins, et que la face opposée de ce mur soit pourvue d'un enduit.
6. Tout pignon construit à cheval sur la limite des terrains doit être conçu en mur pare-feu d'une épaisseur de 38 cm au moins.
7. Dans les constructions importantes, un mur pare-feu d'au moins 25 cm d'épaisseur devra être érigé tous les 40 mètres.
8. Tout local comportant un foyer devra être séparé par un mur pare-feu d'au moins 25 cm d'épaisseur de tout autre local particulièrement exposé aux dangers d'incendie.
9. Les murs pare-feu doivent se raccorder hermétiquement à la couverture de la construction.

F.3. Escaliers et ascenseurs

1. Les escaliers desservant les maisons unifamiliales ne sont soumis à aucune condition particulière pour ce qui est des dimensions et de l'exécution. Les escaliers et les paliers des maisons à appartements ou d'autres immeubles importants doivent présenter les largeurs minima ci-après :
 - jusqu'à 4 logements ou 400 m² de surface d'étage desservis : un mètre
 - au-delà de 4 logements ou de 400 m² de surface d'étage desservis : 1,20 mètre
2. Les mêmes dimensions minima s'appliquent à la profondeur des paliers.
3. S'il existe dans l'immeuble un ascenseur pouvant accueillir trois personnes ou plus, la largeur des escaliers peut être ramenée à un mètre.
4. Les escaliers menant aux sous-sols desservis par un ascenseur et aux combles dans les maisons d'habitation doivent présenter une largeur de soixante-dix centimètres au moins. La largeur de l'escalier se mesure à la hauteur de la main courante, à partir de l'axe de celle-ci.
5. Dans les maisons à appartements, la déclivité des escaliers ne peut pas être plus forte que celle résultant de la formule : deux contre - marches + un giron égal soixante-deux centimètres, dans laquelle la contre-marche ne peut dépasser dix-huit centimètres.

6. Dans le cas d'escaliers en colimaçon ou de marches tournantes, la profondeur du giron, mesuré à une distance de 15 cm de sa partie la plus étroite, ne peut être inférieure à 10 cm.
7. Les escaliers menant aux sous-sols desservis par un ascenseur et aux combles peuvent présenter une déclivité égale ou inférieure à 45° , à condition que ces niveaux secondaires ne comportent pas de pièces destinées au séjour prolongé de personnes.
Les escaliers doivent offrir partout une hauteur libre de passage de 2,05 mètres au moins, laquelle se mesure verticalement à une distance de 40 cm de la main courante.
8. A partir d'un point quelconque d'une pièce destinée au séjour prolongé de personnes, l'escalier le plus proche ne peut être distant de plus de 30 mètres.
9. A chaque étage, il convient de prévoir un escalier par tranche de 400 m² de surface habitable.
10. Tous les escaliers prescrits doivent être exécutés de façon à empêcher la propagation du feu, et traverser directement tous les étages pleins.
11. Dans les maisons à une ou deux familles les escaliers en bois non revêtu sont autorisés.
12. Dans les maisons de plus de deux familles les cages d'escalier doivent comporter des plafonds et cloisons résistant au feu et avoir une issue directe vers l'extérieur.

13. Des escaliers résistant au feu, situés dans une cage massive, sont exigés dans le cas où un étage de l'immeuble, non situé à même le sol, renferme des pièces destinées au rassemblement d'un nombre important de personnes, telles que salles de fêtes et de cinéma et restaurants.
14. Dans ces cas la largeur et le nombre des escaliers, ainsi que les mesures particulières éventuelles, susceptibles de faciliter la lutte contre l'incendie, seront arrêtées selon les directives de l'Inspection du Travail et des Mines.
15. Les escaliers comportant plus de cinq marches doivent être munis d'une rampe d'au moins de 85 cm de hauteur.
16. Les escaliers entre murs de plus de cinq marches, doivent comporter de l'un des côtés au moins une main courante.
17. Les ascenseurs prescrits pour personnes doivent offrir de la place pour trois personnes au moins. Les ascenseurs ne remplacent pas les escaliers réglementaires. Les ascenseurs doivent consister en matériaux incombustibles dans toutes leurs parties porteuses. Chaque ascenseur doit avoir sa trémie individuelle à l'épreuve du feu.
18. Chaque ascenseur doit être muni d'un dispositif ramenant automatiquement, en cas de panne, la cabine au plus proche niveau inférieur et permettant l'accès à celui-ci. Aucune porte palière ne peut fermer à clé.
19. Dans les bâtiments publics on prévoira dans la mesure du possible des rampes d'accès et autres facilités pour handicapés physiques.

F.4. Dalles, planchers, plafonds.

1. Tous les dalles, planchers et plafonds doivent répondre aux exigences statiques qui s'imposent par leur destination, et assurer une insonorisation suffisante.
2. Toutes les pièces destinées au séjour prolongé de personnes, sauf celles situées dans des maisons unifamiliales, doivent être munies de dalles portantes en matière minérales.
Les cuisines, buanderies, salles de bain et toutes autres pièces particulièrement exposées aux effets nocifs de l'eau ou du feu, doivent être munies de planchers en béton armé.
3. Les plafonds en bois, munis ou non de faux plafonds, sont autorisés :
 - a) dans les constructions sans foyers individuels,
 - b) dans les constructions à niveau unique, de plus de cinq mètres de hauteur intérieure, comme les églises et les salles de gymnastique,
 - c) au-dessus des pièces ne servant que temporairement au séjour de personnes,
 - d) dans les maisons unifamiliales.
4. Au cas où le plafond d'une pièce d'habitation sert dans sa totalité ou partiellement de toiture, il doit être exécuté de manière à assurer une isolation thermique et une protection adéquate contre les intempéries.

F.5 Toitures.

1. Toutes les toitures doivent répondre aux exigences statiques qui s'imposent et être couvertes de façon à empêcher la propagation du feu.
2. Les toitures en chaume peuvent être autorisées pour les maisons isolées. Les dites maisons doivent être distantes d'au moins 7 mètres des limites latérales et postérieures, et de 20 mètres d'autres constructions pourvues de toitures semblables.
3. Toutes les toitures doivent être équipées des dispositifs de sécurité nécessaires pour les travaux de réparation et d'entretien. Dans le cas de maisons bordant directement l'alignement des voies publiques, les toitures inclinées (à plus de 30°) doivent être pourvues d'un dispositif de sécurité en vue d'empêcher les chutes de neige, de glace et de certains éléments de la couverture.
4. Les toitures normalement accessibles doivent être pourvues de garde-corps.
5. Pour toutes les maisons d'habitation, ainsi que pour toutes les façades d'immeubles bordant directement la voie publique, ou une autre propriété, des gouttières doivent être installées le long des surfaces de toitures présentant , une déclivité vers ces voies ou terrains. L'évacuation au moyen de gouttières des eaux pluviales peut également être ordonnée pour d'autres constructions.

6. A partir des gouttières, l'eau doit être évacuée au moyen de tuyaux de descente, raccordés aux égouts pour autant qu'ils existent. Les gouttières et les tuyaux de descente correspondants doivent être exécutés d'une manière étanche, de façon à empêcher que l'eau ne puisse pénétrer dans la maçonnerie ou dans les constructions.

F.6. Foyers

1. Les foyers situés à l'intérieur de constructions doivent être exécutés en matériaux non combustibles; ils ne peuvent être aménagés que dans les pièces qui, d'après leur mode de construction et leur situation, n'offrent pas de risque d'incendie.
2. Les chaudières de chauffage central et autres foyers de dimensions importantes ne peuvent être installés que sur une assise à l'épreuve du feu.
3. Le sol situé devant et en dessous des foyers doit être prémuni d'une manière appropriée contre les risques d'incendie.
4. Les foyers doivent être situés à une distance suffisante de toute boiserie ou charpente.
5. Les foyers en fer aménagés dans des pièces dans lesquelles sont exécutés des travaux comportant des risques d'incendie, ou servant d'entrepôt à des matières facilement inflammables, doivent être entourés d'une tôle de protection, ou être isolés d'une manière équivalente. Le cas échéant, des mesures de protection supplémentaires peuvent être exigées.

6. Les fours autres que ménagers ne peuvent être installés qu'au sous-sol ou au rez-de-chaussée. Les pièces dans lesquelles se trouve un four doivent être pourvues de cloisons et d'un plafond propres à empêcher la propagation du feu. Entre la maçonnerie du four et les murs de pourtour il doit être prévu un espace libre d'au moins 10 cm.
7. Les fumoirs doivent être exécutés, dans toutes leurs parties composantes, à l'épreuve du feu, et munies de portes à empêcher la propagation du feu et imperméable à la fumée.
8. Les pièces intérieures dans lesquelles sont utilisées des appareils à gaz doivent être pourvues d'amenées et d'évacuations d'air permanentes et de sections suffisantes. Ces ouvertures d'adduction et d'évacuation doivent mesurer, chacune, au moins 150 cm² de superficie. Dans le cas de salles de bains et de pièces qui, par rapport à la consommation de gaz, présentent un faible volume d'air, l'adduction d'air doit être facilitée par l'aménagement d'ouvertures spéciales dans la partie inférieure de la porte.

F.7. Chaufferies

1. La hauteur sous plafond de la chaufferie doit être de 2,20 mètres au moins.
2. Chaque chaudière doit être munie d'une cheminée individuelle, à laquelle ne peuvent être raccordés d'autres foyers ou bouches d'évacuation.
3. Les conduits de fumée, tuyaux de cheminée et canaux d'évacuation des gaz doivent être disposés en pente et introduits dans la cheminée par le chemin le plus court, sans cambrures accentuées, ils doivent être étanches aux gaz. Les tuyaux de cheminée sont à préserver de l'humidité, leurs portes de nettoyage doivent rester accessibles à tout moment. Les tuyaux de cheminée posés au contact des eaux souterraines doivent être fabriqués en matériaux imperméables et pourvus d'une isolation thermique appropriée.
4. Les conduits de fumée et tuyaux d'évacuation des gaz en tôle d'acier, reliant les chaudières aux cheminées, doivent présenter une épaisseur de paroi de 3 mm, si leur diamètre reste inférieur à 200 mm, et une épaisseur de paroi de 5 mm ou plus, si leur diamètre est plus grand.
5. Les clapets de réglage du tirage ne doivent en aucun cas fermer entièrement la section d'évacuation de la cheminée ou du conduit de fumée.

6. Toute chaufferie doit être pourvue d'une amenée et d'une évacuation d'air permanentes et de sections suffisantes. Pour les salles de chaudières d'une capacité totale de moins de 500 000 Kcal, par heure, l'ouverture d'adduction doit mesurer au moins 50% de la section de la cheminée, aboutir le plus près possible de la base des chaudières, et ne doit pouvoir être obturée totalement. L'air doit être puisé à l'extérieur.
7. Les salles de chaudières d'une capacité totale supérieure à 500 000 Kcal, par heure, doivent être aérien et communiquer directement avec l'extérieur.
8. Les parois, les sols, les plafonds et la porte d'accès des chaufferies et des pièces communiquant librement avec celles-ci doivent être exécutés en matériaux à l'épreuve du feu.
9. Les passages de toutes les conduites dans les parois, les plafonds et les sols sont à exécuter de manière étanche au gaz.
10. Les parties métalliques porteuses des constructions, telles que sous-poutres et supports, doivent être protégées de matériaux incombustibles de façon à résister au feu.
11. Dans le cas de chaudière à plate-forme supérieure accessible, la hauteur libre au-dessus de ladite plate-forme doit mesurer en tous points un mètre quatre-vingt au moins.

12. Les portes des chaufferies doivent s'ouvrir vers l'extérieur. ;
13. Des mesures appropriées de sécurité seront prises pour assurer qu'en cas de fuite des réservoirs ou tuyauteries destinés à recevoir les combustibles liquides, le combustible ne puisse se déverser dans le réseau public des canalisations et cours d'eau, ni s'infiltrer dans le sol.
14. Les réservoirs souterrains seront à double paroi et munis d'un système d'alarme.

F.8. Conduits de fumée et tuyaux d'évacuation des gaz.

1. Les conduits de fumée et tuyaux d'évacuation des gaz des foyers doivent être exécutés en matériaux non combustibles et étanches, disposés en pente à l'intérieur du même étage, et introduits dans les cheminées par le chemin le plus court.
2. Les conduits de fumée métalliques doivent être posés à une distance d'au moins 25 cm de toute charpente ou boiserie recouverte d'un enduit et d'au moins 50 cm de toute charpente ou boiserie non enduite. Au cas où ces conduits sont pourvus d'une gaine non combustible, une distance de 10 cm suffit. ;

3. Les conduits de fumée, mesurés entre foyer et cheminée, ne peuvent dépasser la longueur de 4 mètres.
4. Dans le cas de poêles disposés isolément ou scellés dans la maçonnerie, installés dans des pièces d'habitation ou des pièces destinées au séjour prolongé de personnes, il n'est pas permis de munir les canaux servant à l'évacuation des gaz de combustion de dispositifs de fermeture. Les clapets de réglage ne peuvent en aucun cas obturer entièrement la section d'évacuation des gaz.
5. Il est interdit de faire aboutir des conduits de fumée sur la voie publique, au cas où ils donnent sur le terrain même du propriétaire de l'immeuble, ils doivent être équipés de pare-étincelles.
6. Le raccordement des conduits de fumée et des tuyaux d'évacuation des gaz aux cheminées doit se faire de manière étanche. Au cas où des conduits de fumée installés à demeure ne peuvent être introduits en ligne droite dans la cheminée leurs cambrures doivent être pourvues de portes de nettoyage.

F.9. Cheminées

1. Les cheminées doivent être assises sur un terrain solide ou sur un soubassement à l'épreuve du feu. Elles seront maçonnées en appareil soigneusement exécuté, à l'épreuve du feu, et comporteront des joints parfaitement étanches, ou seront composées de boisseaux entourés de maçonnerie, leur section intérieure doit rester constante sur toute la hauteur.
2. Les surfaces intérieures des cheminées doivent se trouver à une distance d'au moins 20 cm de toutes les parties en bois de la construction.
3. Les interstices entre gaines des cheminées et poutres en bois doivent être entièrement remplis de maçonnerie ou de béton.
4. Les gaines des cheminées doivent présenter sur tout leur pourtour une épaisseur d'au moins 12 cm, et ne peuvent servir d'éléments portants.
5. A l'extérieur, ainsi qu'au-dessous du niveau de la toiture, l'enrobage des gaines doit présenter une épaisseur de 25 cm. Les cheminées traversant des pièces dans lesquelles des matières facilement inflammables sont entreposées ou transformées doivent présenter un enrobage d'une épaisseur de 25 cm à l'intérieur des dites pièces également, ou être exécutées de manière à présenter une protection équivalente.

6. Les cheminées seront de préférence accolées aux murs intérieurs ou encastrées dans ceux-ci. A l'intérieur de murs pare-feu ou murs de refend mitoyens, des cheminées ne sont autorisées que si les conduits restent éloignés d'au moins 13 cm de la limite mitoyenne des deux propriétés, à moins que les parties intéressées n'en conviennent autrement. L'épaisseur minimum prévue ci-dessus des gaines des cheminées doit être respectée en tout état de cause, et chaque cheminée ne peut être utilisée qu'à partir de l'un des deux immeubles.
7. Les cheminées doivent être réunies en batteries dans la mesure du possible, elles seront disposées de façon à assurer aux foyers qui doivent y être raccordés un tirage suffisant et que leurs orifices en soient aussi rapprochés que possible du faîte du toit. Les cheminées doivent être prolongées suffisamment au-dessus du niveau de la toiture pour éviter que les voisins ne puissent être incommodés par les étincelles, la suie, la fumée ou les odeurs.
8. Par ailleurs, pour ce qui est des bâtiments principaux, les cheminées émergeant du toit à la ligne du faîte doivent dépasser celle-ci d'au moins 0,50 mètre. Les cheminées émergeant à d'autres endroits doivent dépasser d'au moins 0,75 mètre le plafond de la pièce d'habitation située le plus haut, ou bien la couverture attenante, selon le cas, cette distance étant mesurée au bord supérieur de la gaine.

9. Les cheminées construites sur des dépendances ou annexes seront accolées au bâtiment principal, par ailleurs, elles seront traitées comme les cheminées sur les bâtiments principaux.
10. Les cheminées doivent être installées de manière à permettre le ramonage convenable de toutes leurs parties. Elles ne doivent pas présenter à l'intérieur des constructions une inclinaison supérieure à 30° par rapport à la verticale.
11. En principe, il ne peut être raccordé qu'un seul foyer à chaque cheminée.
12. A titre exceptionnel, des foyers distincts installés à des étages différents peuvent être raccordés à la même cheminée, à condition qu'ils fassent partie d'un seul et même logement.
13. Aucune cheminée ne peut présenter une section inférieure à 150 cm².
14. Il ne peut être raccordé plus de deux foyers distincts à une cheminée de 150 cm² de section. Pour tout conduit de fumée supplémentaire à introduire dans une cheminée, la section libre de celle-ci doit être augmentée de 75 cm².
15. Par dérogation aux dispositions ci-dessus, des foyers situés à des étages différents peuvent être raccordés à une cheminée principale, à condition que les gaz de combustion de chacun des foyers soient évacués vers la cheminée par un conduit de fumée aménagé à côté de celle-ci sur la hauteur d'un niveau et exécuté en éléments préfabriqués (Système Shunt ou similaire).

16. Pour l'évacuation des gaz de combustion provenant de foyers au gaz il faut prévoir des tuyaux séparés. Les conduits des cheminées à gaz seront marqués spécialement à leur embouchure supérieure. Ils présenteront une section d'au moins 150 cm². Il est interdit d'y raccorder des foyers alimentés par un autre combustible.
17. Les ateliers, générateurs de quantités importantes de vapeur, les cuisines, les cuisinettes ainsi que les placards servant de cuisine, doivent être équipés de conduits d'évacuation de la vapeur. Ces conduits ne peuvent servir à l'évacuation de produits de combustion, ni à la ventilation d'autres pièces.
18. Les cheminées présentant des vices de construction, doivent être remises en état ou désaffectées par le propriétaire, sur première injonction du bourgmestre.
19. Les cheminées en usage doivent être vérifiées régulièrement et ramonées en cas de nécessité.

F.10. Protection contre l'humidité.

1. Les constructions comportant des pièces destinées au séjour prolongé de personnes doivent être sèches et protégées contre l'humidité ascendante par l'aménagement dans les murs de couches horizontales d'isolation.

2. Toute construction servant d'habitation doit être établie sur cave ou sur terre pleine à condition qu'une isolation adéquate soit assurée.
3. Il est interdit d'accoler les pièces d'habitation directement au rocher ou à la terre.

F.11. Pièces destinées au séjour prolongé
de personnes.

1. Pour toutes les pièces servant au séjour prolongé de personnes, il faut :
 - a) que l'accès de la lumière, à un angle de 45° soit assuré pour toute la surface des fenêtres,
 - b) qu'en permanence la pénétration indispensable de la lumière et de l'air se fasse directement de l'extérieur par des fenêtres ouvrantes,
 - c) que l'ouverture brute des fenêtres soit égale à 1/8ème au moins de la surface des pièces situées à tous les niveaux et à 1/10ème au moins de la surface des pièces situées à l'étage des combles.
2. Pour les pièces à usage de bureau, d'atelier ou de commerce, il peut être dérogé à cette disposition, à condition qu'une aération suffisante et efficace soit assurée.

3. Les pièces d'habitation et les chambres à coucher doivent avoir une superficie d'au moins 8 m², la largeur minimum étant de 2,50 mètres.
4. Les pièces destinées au séjour prolongé de personnes ne peuvent être aménagées au-dessus de locaux industriels, entrepôts, garages et autres locaux similaires, que si les planchers de séparation sont exécutés en matériaux ininflammables et étanches et si elles sont accessibles par une cage d'escalier séparée avec accès direct vers l'extérieur exécutée en matériaux résistant au feu.
5. L'installation de logements ou de pièces d'habitation en sous-sol est interdite. Sont considérés comme logements en sous-sol les logements dont le sol est situé à plus d'un mètre vingt en-dessous du niveau de la rue desservante ou du niveau du terrain aménagé.
6. Certaines pièces isolées, telles que cuisines, ateliers et locaux similaires peuvent être aménagées en sous-sol, à condition d'être protégées contre les risques d'humidité et d'inondation, convenablement éclairées et bien ventilées. La hauteur sous plafond de ces pièces doit mesurer 2,20 mètres au moins.
7. Les combles destinés au séjour prolongé de personnes doivent répondre en outre aux dispositions ci-après :

- a) Ils ne sont autorisés que directement au-dessus du dernier étage plein.
- b) Leur accès doit être à l'épreuve du feu.
- c) Les parois et les plafonds de ces pièces doivent être de nature à empêcher la propagation du feu et présenter une isolation thermique adéquate.
- d) Les locaux doivent présenter la hauteur de deux mètres soixante sur au moins deux tiers de leur surface.

F.12. Pièces destinées au séjour temporaire de personnes.

1. L'accès de l'air et de la lumière doit être assuré compte tenu de l'affectation de ces pièces.
2. La hauteur sous plafond de ces pièces sera au moins de 2,20 mètres. Les W.C. salles de bain, débarras et garde-manger peuvent être aménagés à l'intérieur des constructions à condition que l'amenée et l'évacuation de l'air soient assurées d'une manière efficace. La cage d'escalier ne peut être utilisée à cette fin.

F.13. Assainissement

1. Tout terrain sur lequel se trouvent des constructions doit être raccordé au réseau public d'égouts existant:
2. La même disposition est applicable aux terrains non bâtis situés à l'intérieur du périmètre d'agglomération, sur lesquels se forment des eaux stagnantes ou des bourbiers.
3. Les cours, passages et endroits similaires doivent être consolidés au moyen d'un revêtement adéquat et raccordés à la canalisation par l'intermédiaire de siphons.

F.14. Cabinets d'aisance.

1. Tout logement doit comprendre au moins un cabinet d'aisance. Celui-ci doit être muni d'un siphon et d'une chasse d'eau efficace, et se trouver dans une pièce fermée, mesurant au minimum 0,80 sur 1,25 mètre dans oeuvre.
2. Dans le cas de logements comportant moins de 3 chambres à coucher, le cabinet peut être installé dans la salle de bain ou dans la salle d'eau. Cette tolérance n'est applicable aux logements de dimensions plus grandes que s'il s'y trouve un second cabinet.

3. Pour les locaux à usage d'ateliers, de bureaux, d'entrepôts et d'auberges, il sera prévu au moins un cabinet et deux urinoirs par tranche de 25 personnes.
4. Pour les locaux de réunion, salles de fête et de théâtre, il sera prévu une toilette pour dames par tranche ou fraction de tranche de 75 places assises, et une toilette pour homme par tranche ou fraction de tranche de 200 places assises.
5. En outre seront prévus des urinoirs, comportant une stalle de 50 cm de largeur ou bien une cuvette, par tranche ou fraction de tranche de 50 places.
6. En toute hypothèse, il sera prévu au moins une toilette pour hommes et deux toilettes pour dames, ainsi qu'un urinoir comportant trois stalles ou cuvettes.
7. Les toilettes sont aménagées séparément pour les deux sexes. Elles seront pourvues de lavabos. Les cabinets et urinoirs doivent être séparés, par des sas aérés de toute pièce de séjour, à usage d'atelier, ou destinée à la conservation de denrées alimentaires.

F.15. Entreposage de combustibles liquides
et de produits chimiques.

Les installations servant à l'entreposage de combustibles, d'huiles, de matières inflammables, ainsi que de liquides chimiques, doivent être aménagées de telle manière que des fuites de liquides ne puissent pénétrer dans le réseau public d'égouts, les cours d'eau, ni s'infiltrer dans le sol.

F.16. Voies publiques sans canalisation d'égout.

1. Lorsque des constructions et des installations existantes ne peuvent pas, pour des raisons impérieuses, être rattachées au réseau de canalisation public, un autre mode d'élimination et d'épuration des eaux usées adapté aux circonstances doit être trouvé sous condition de ne pas compromettre l'utilisation des eaux souterraines et de ne pas nuire à la salubrité publique.
2. Il est interdit d'installer des puits perdus.
3. Pour les constructions existantes, qui ne peuvent pour des raisons techniques, être raccordées au réseau de canalisation publique existant, l'installation d'une citerne étanche sans trop-plein, à vidanger régulièrement, est obligatoire.

F.17. Mise à la terre des installations électrique et sanitaire.

Toute construction raccordée au réseau de distribution d'énergie électrique devra être munie de dispositifs appropriés pour la mise à la terre des installations électrique et sanitaire (Fundamenterder, Potentialausgleich). Les tuyauteries d'adduction d'eau potable ne pourront pas être utilisées pour la mise à la terre.

F.18. Constructions agricoles.

1. Les étables, écuries, fosses à purin et à fumier, silos à fourrage doivent être autorisées par les services techniques de l'agriculture et être aménagées conformément à leurs directives.
2. Les fosses à fumier doivent être implantées au fond de la ferme à une distance convenable de la voie publique.
3. Le purin et les eaux de lavage provenant des étables, porcheries, écuries, fosses à fumier, ainsi que les eaux résiduaires provenant des silos à fourrages verts, doivent être recueillis dans une fosse parfaitement étanche, dépourvue de trop-plein.
4. Cette disposition s'applique également aux constructions existantes qui, le cas échéant, devront être adaptées dans les douze mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent règlement.
5. Il est interdit d'aménager des logements locatifs au-dessus d'étables ou d'écuries. Au cas où des pièces situées au-dessus d'étables ou d'écuries sont utilisées comme pièce d'habitation ou chambres à coucher par le propriétaire ou son personnel, leur accès doit se faire par un escalier séparé et elles doivent être pourvues d'un plancher massif et étanche.

- 6-a) Les constructions agricoles existantes peuvent être maintenues. Elles peuvent être transformées ou agrandies si les besoins de l'exploitation l'exigent, pour autant que ces extensions ne soient pas de nature à nuire au bon aspect du lieu et que le réquérant établisse que l'exploitation ne causera aucune gêne objectivement appréciable au voisinage du point de vue bruit, fumée, odeur et circulation induite.
- b) La construction de nouvelles exploitations agricoles est interdite à l'intérieur du périmètre d'agglomération. Les fermes avicoles, porcheries industrielles, les installations servant à l'élevage ou à l'hébergement de chiens et autres animaux domestiques, ainsi que toutes les autres installations nouvelles dégageant des nuisances importantes devront être implantées à l'extérieur du périmètre à au moins 500m (cinq cents mètres) de la plus proche habitation.
- d) Les constructions agricoles doivent être aménagées conformément aux directives de l'Administration des Services Techniques de l'Agriculture. Les constructions projetées ne seront autorisées qu'après avis favorable de cette administration et du médecin-inspecteur de la circonscription.

F.19. Alimentation en eau.

1. A l'intérieur du périmètre d'agglomération, tous les logements doivent être raccordés au réseau public de distribution d'eau potable.
2. L'exécution des raccordements d'immeuble et des conduites dans ceux-ci est soumise aux dispositions spéciales valables en la matière.
3. L'octroi de l'autorisation de bâtir sur un terrain donné peut être subordonné à la condition qu'une quantité suffisante d'eau y soit disponible pour la lutte contre l'incendie.
4. De même, l'extension du périmètre d'agglomération ou l'autorisation de construire dans des secteurs d'aménagement particuliers sera subordonnée à la condition que l'alimentation en eau potable et en eau de lutte contre l'incendie soit garantie à tout moment.
5. A l'extérieur du périmètre d'agglomération et sans préjudice des dispositions légales existantes les puits et citernes d'eau ne peuvent être installés en-dessous des bâtiments d'habitation ni y être attenants. Ils doivent être distants d'au moins 15 mètres des fosses d'aisance, des fosses à fumier ou à purin, des étables et écuries et de dépotoirs, et de 100 mètres des cimetières. Dans certains cas particuliers un écart plus grand peut être exigé, compte tenu des circonstances locales. Les parois des puits et des citernes d'eau doivent être exécutées en matériaux imperméables à l'eau. Le bord supérieur de la maçonnerie du puits doit être amené à une hauteur d'au moins 60 cm au-dessus du terrain environnant, et recouvert hermétiquement.

6. Tout puits ou source ne peut être utilisé aux fins d'alimentation en eau potable qu'à la suite d'un avis favorable du médecin-inspecteur.

F.20. Bassins tributaires des sources.

1. Les bassins tributaires des sources sont entourés de deux zones de protection.
2. Dans la première zone de protection, c'est-à-dire dans l'entourage immédiat du captage, toute construction et tout aménagement du sol sont interdits. Aucune route de circulation publique ne pourra traverser cette zone. Pour un puits de captage, cette zone couvre les terrains situés à l'intérieur d'un périmètre de 50 mètres de rayon à partir du point de captage.
Pour le captage d'une source, cette zone est de 50 mètres en direction de l'arrivée des eaux souterraines.
3. La deuxième zone de protection peut être étendue selon la configuration géologique du terrain. Dans cette zone, il est permis d'ériger des constructions, si la garantie est donnée que tout danger de souillure est exclu.
Les dispositions suivantes doivent être appliquées
 - a) Les caves au-dessous du niveau du sol ne sont pas autorisées.
 - b) Les fondations ne doivent pénétrer de plus de quatre-vingt centimètres dans le terrain naturel.

- c) Les eaux résiduaires doivent être évacuées uniquement dans les égouts publics par des canalisations soigneusement étanchéifiées.
 - d) Les réservoirs pour huiles de chauffage et combustibles liquides ne peuvent être posés dans le sol, mais doivent être aménagés dans une pièce située à l'intérieur de la maison et accessible en permanence. Cette pièce ne peut avoir de raccordement au réseau d'égout, mais doit être aménagée comme cuve imperméable à l'huile. La capacité de ladite cuve doit correspondre au contenu maximum du réservoir.
 - e) Sont interdits dans les terrains en question les parkings, terrains de camping et de sports, les stations-service, les dépôts de carburants, les dépôts de produits chimiques, les dépôts d'ordures, les fosses septiques, les cimetières, les oléoducs, les aires de stockage de matériaux susceptibles d'être amenés ou enlevés par voitures automobiles, les fosses à fumier et à purin ainsi que les silos à fourrage.
4. Le périmètre de la 2e zone de protection sera établi d'office par le Service Géologique de l'Etat pour chaque source d'eau qualifiée potable du point de vue chimique et bactériologique.

F.21. Constructions existantes.

1. Les dispositions figurant dans le présent règlement s'appliquent aux transformations, agrandissements et renovations de constructions existantes, ainsi qu'aux modifications apportées à leur affectation.

2. Pour des transformations, agrandissements et renovations revêtant une certaine ampleur, l'octroi de l'autorisation de bâtir peut être subordonné à l'adaptation d'autres parties de la construction aux dispositions du présent règlement sur les bâtisses.
3. Les dispositions prévues aux articles ci-après s'appliquent également aux constructions existantes:
 - F.5-5 : concernant l'évacuation des eaux des toits
 - F.6-8 : concernant les locaux équipés d'appareils à gaz
 - F.7-2 : concernant les cheminées pour chaudières de chauffage
 - F.9-18: concernant la remise en état de cheminées défectueuses
 - F.13 : concernant l'assainissement
 - F.14 : concernant les cabinets d'aisance
 - F.15 : concernant l'entreposage de combustibles liquides et de produits chimiques
 - F.16 : concernant les voies publiques sans canalisation d'égout
 - F.18 : concernant les constructions agricoles
 - F.20 : concernant les bassins tributaires des sources
 - F.25 : concernant la sécurité dans les établissements recevant du public.
4. Pour autant que les constructions existantes ne répondent pas aux dispositions du § F.21 elles doivent y être rendues conformes dans les 12 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

F.22 Entretien et suppression de constructions.

1. Toutes les constructions et parties de constructions, clôtures et murs de soutènement, notamment ceux et celles bordant les voies et places publiques, doivent être constamment entretenus en bon état.
2. Les constructions et parties de constructions, clôtures et murs de soutènement endommagés ou menaçant ruine doivent être remis en état ou supprimés.
3. Le bourgmestre peut interdire l'occupation de toutes constructions constituant un danger et ordonner l'expulsion des habitants ainsi que la remise en état ou la démolition desdites constructions. Au cas où le propriétaire ne répond pas dans le délai imparti, voire immédiatement s'il y a danger en la demeure, à l'injonction qui lui a été adressée, le bourgmestre peut faire exécuter aux frais du propriétaire les travaux de démolition requis, et prendre toutes mesures qui lui laissent appropriées pour parer au danger.
4. Le propriétaire est tenu de rembourser à l'administration communale les frais avancés sur présentation des factures afférentes.
5. En cas de démolition de constructions ou parties de constructions présentant un intérêt culturel, architectural ou historique particulier, la commune se réserve le droit de premier acquéreur; alternativement la commune proposera au propriétaire des mesures de sauvegarde adéquates.

F.23 Bâtiments à caractère spécial.

1. Sans préjudice des dispositions générales, l'octroi de l'autorisation de bâtir peut, en vue d'assurer la sécurité et la santé des habitants, être assujetti à des dispositions particulières, édictées selon les cas d'espèce, pour :
2. Les bâtiments et parties de bâtiments dans lesquels il est prévu d'installer des fabriques ou établissements industriels exigeant un chauffage intense, servant à la transformation de matières facilement inflammables, provoquant une charge ou un ébranlement particulièrement importants des bâtisses, nécessitant une forte évacuation de liquides ou de gaz impurs, manipulant des produits chimiques, radioactifs, explosifs ou nocifs, créant des allées et venues fréquentes de véhicules.
3. Les granges, les greniers, entrepôts et autres locaux similaires destinés à recevoir des quantités importants de matières combustibles.
4. Les grands magasins et autres établissements commerciaux de dimension exceptionnelles.
5. Les salles de fêtes et autres bâtisses servant à des réunions publiques.

6. Les exigences particulières pouvant être formulées quant à la construction et à l'installation de ces bâtiments ou parties de bâtiment portant notamment sur l'épaisseur et la résistance au feu des parois, appuis, plafonds, escaliers et foyers, le nombre, la largeur, et la disposition des escaliers, portes et fenêtres, le mode de conservation et d'évacuation des détritiques et des eaux résiduaires, l'aménagement de puits, réservoirs à eau, sorties de secours et dispositifs de lutte contre l'incendie.

F.24 Installations d'utilité collective.

1. Dans les immeubles comportant plus de deux logements il sera prévu des remises pour bicyclettes et voitures d'enfant.
2. Il sera aménagé à l'abri des regards un endroit consolidé, facilement accessible et parfaitement hygiénique, où seront installées les poubelles, à moins que des armoires à poubelles ne soient prévues.

F.25. Sécurité dans les établissements
recevant du public.

F.25.1. Objet

Les présentes prescriptions ont pour but d'assurer la sécurité contre les risques d'incendie et de panique ainsi que la salubrité dans les établissements recevant du public en nombre inférieur ou égal à 500 personnes, comme les salles de spectacles, de réunion, de conférences, de bals et de dancing, les halls ou salles d'exposition, et les établissements similaires ambulants.

F.25.2. Détermination du nombre de personnes
constituant le public.

1. Sont considérées comme faisant partie du public, toutes les personnes admises dans l'établissement en plus du personnel, à quelque titre que ce soit : visiteurs, spectateurs, exposants, consommateurs, sportifs, etc.
2. L'effectif du public est déterminé, suivant le cas, d'après le nombre de places assises, la surface réservée au public, la déclaration contrôlée du chef de l'établissement, ou enfin, par l'ensemble des indications fournies par ces divers éléments.
3. Les règles de sécurité à appliquer sont les suivantes :
 - a) Salles comportant des rangées de sièges fixes :

L'effectif du public est déterminé d'après le nombre de personnes assises sur les sièges, strapontins ou banquettes en y ajoutant à raison de trois personnes au mètre carré le nombre de personnes pouvant stationner sur les surfaces appelées promenoirs.

Sont appelés promenoirs toutes les parties d'une salle où l'on peut circuler ou se tenir debout à l'exception des chemins de circulation et des dégagements où le stationnement est formellement interdit.

b) Salles comportant des tables entourées de sièges fixes ou mobiles :

L'occupation théorique de ces salles doit être calculée sur la base d'une personne par mètre carré de la surface délimitée par les emplacements des tables et des sièges, majorée, le cas échéant, du public admis à stationner dans les promenoirs tels que définis ci-haut.

c) Halls et salles d'exposition:

L'effectif théorique du public susceptible d'être admis dans les halls et salles d'exposition est déterminé à raison de trois personnes par deux mètres carrés de la surface totale des locaux auxquels le public a accès.

Les stands ne doivent occuper au plus que les deux tiers de la superficie totale de chaque salle, un tiers au moins étant réservé à la circulation du public.

F.25.3. Conditions d'implantation.

1. Tout établissement doit ouvrir sur une ou plusieurs voies publiques d'une largeur minimum de 6 mètres permettant l'évacuation facile du public admis ainsi que l'accès et la mise en oeuvre du matériel nécessaire pour combattre le feu et opérer les sauvetages.
2. Sont assimilés aux voies publiques les voies privées, les impasses, les cours, les espaces libres, les jardins, les parcs, etc., présentant des garanties d'accès, de dégagement et de viabilité.
3. Pour les établissements en sous-sol, la différence de niveau entre le point le plus bas et le seuil extérieur ne peut dépasser 6 mètres.
4. L'établissement doit être isolé des bâtiments contigus par des murs, plafonds ou planchers coupe-feu d'une durée de résistance minimum de 3 heures.
5. L'aménagement d'un établissement recevant du public est interdit au-dessus ou au-dessous d'établissements présentant des dangers d'incendie.

F.25.4. Construction.

1. Le gros oeuvre (murs, planchers, escaliers, balcons, etc.) doit être construit en maçonnerie ou en béton ou en une autre matière présentant les mêmes garanties de résistance contre l'incendie.
2. Toutes les parties du gros oeuvre (murs, piliers, planchers, dalles, plafonds, etc.) doivent répondre aux exigences statiques requises pour assurer une parfaite stabilité.

3. Les éléments de construction métalliques restant visibles seront protégés par des revêtements ou des peintures intumescentes (ignifugeage).
4. La hauteur des salles et des locaux doit être calculée en fonction de la surface de l'établissement et du nombre de personnes admises. Le volume d'air ainsi créé doit être tel que l'air ambiant peut être tenu dans l'état de pureté nécessaire pour assurer la santé des visiteurs. La hauteur minimum des salles doit être de trois mètres.
5. Si l'emplacement des bâtiments le permet, des fenêtres sont à aménager dans deux côtés opposés de la salle.
6. A défaut de fenêtres, la partie haute des salles doit être pourvue d'ouvertures horizontales ou verticales d'une surface totale au moins au 1/100 de la superficie de chaque salle mesurée en projection horizontale. Ces ouvertures doivent s'ouvrir facilement de l'intérieur à partir du sol et communiquer avec l'extérieur.

F.25.5. Aménagements intérieurs.

1. Les matériaux de construction, d'aménagement, de revêtement, de décoration, etc. comportant des matières organiques ou plastiques doivent avoir une stabilité au feu d'une durée d'une 1/2 heure au moins et pendant ce délai ne doivent dégager aucun gaz nocif.
2. Les cloisons intérieures de distribution, les éléments décoratifs en relief et les éléments constitutifs des faux-plafonds doivent offrir une résistance au feu d'une 1/2 heure au moins.

3. Les revêtements non flottants des murs, plafonds et des planchers doivent être difficilement inflammables.
4. Les draperies, les tentures, les éléments de décoration ou d'habillage flottants, tels que lambrequins, guirlandes, etc., doivent être ignifugés ou ininflammables.
5. L'emploi des tentures, portières ou rideaux, même en matières incombustibles, est formellement interdit en travers des dégagements généraux.

F.25.6. Dégagements, portes, sorties, issues, escaliers.

1. Les voies de dégagement, les sorties, les issues, les escaliers, etc. auront une hauteur suffisante pour permettre une circulation aisée et une largeur proportionnée au nombre des personnes qui peuvent être appelées à y passer.
2. Les salles recevant du public ne peuvent avoir moins de deux issues. La largeur des issues ne peut être inférieure à 80 centimètres.
3. Les issues doivent être judicieusement réparties dans tout l'établissement dans le but d'assurer l'évacuation rapide du public et du personnel.
4. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur ou en va-et-vient. Elles doivent s'ouvrir par simple poussée. En cas d'utilisation de portes en glace, les vantaux doivent obligatoirement être en verre dit " de sécurité ".

Ils doivent être munis, à hauteur de vue, de plaques ou de motifs décoratifs opaques permettant au public de se rendre compte de leur présence et de leur position.

5. La largeur totale des portes, des couloirs et des voies d'évacuation sera d'au moins 1 cm par personne pour les premiers 300 visiteurs et de 7 1/2 millimètres par personne pour le nombre des visiteurs supérieur à 300.
6. Les portes tournantes, les tambours tournants, les tourniquets et les portes coulissantes sont interdits dans les voies d'issues.
7. La largeur des couloirs ne peut être inférieure à un mètre. La largeur des couloirs d'une longueur de plus de 15 m ne peut être inférieure à 1,20 mètre.
8. L'établissement situé à l'étage ou en sous-sol doit toujours être desservi par deux escalier au moins (p.ex. escalier de secours).
9. La largeur totale des escaliers servant de communication sera d'au moins de 1 1/4 cm par personne pour les premiers 300 visiteurs, et de 1 cm par personne pour le nombre des visiteurs supérieur à 300.
10. La largeur des escaliers ne peut être inférieure à 1 m.
11. Un espace libre d'au moins deux fois deux mètres de surface sera réservé devant chaque sortie à l'intérieur de l'établissement.

12. Les escaliers seront munis de chaque côté d'une forte main courante.
13. Les volées des escaliers seront coupées de paliers de 1 mètre au moins de manière à n'avoir que 15 marches au plus par volée.
14. Les escaliers seront à contre-marches pleines. Chaque marche aura une hauteur de 17 cm et une largeur d'au moins 30 cm.
15. Les hauteurs et largeurs des marches d'escalier doivent être régulières dans la même volée.
16. En cas d'escaliers tournants, les marches doivent avoir au moins 28 cm sur la ligne de foulée à 50 cm à l'intérieur du limon et dans la partie la plus large 42 cm au plus.
17. Les escaliers en colimaçon (Wendeltreppen) sont interdits.
18. Si une porte s'ouvre sur un escalier, celui-ci doit être précédé d'un palier d'une profondeur de 1 mètre au moins.
19. Les escaliers desservant les étages ne doivent pas être en prolongement direct des escaliers menant vers les sous-sol.
20. L'accès vers un sous-sol est à signaler et la porte y aménagée doit être du type coupe-feu.
21. Dans les cages d'escaliers doivent être aménagées des fenêtres s'ouvrant facilement à l'intérieur et permettant l'évacuation des fumées en cas d'incendie.

22. A l'étage le plus haut, ces cages doivent comporter une ouverture de ventilation munie d'un dispositif d'ouverture facilement maniable depuis le palier de l'escalier.
23. Les ascenseurs, les monte-charges, les tapis ou escaliers roulants ne peuvent justifier une diminution du nombre ou de la largeur des escaliers.
24. Si des sorties, issues, escaliers, couloirs, ect. de plusieurs établissements sont utilisés en commun, ces dégagements doivent avoir une largeur totale proportionnée au nombre de personnes appelées à les emprunter.
25. Toutes les largeurs prescrites (dégagements, portes, sorties, escaliers, etc.) doivent être libres de saillies telles que : pilastres, vitrines, strapon-tins, vestiaires, extincteurs, robinets d'incendie, etc.
26. Toute saillie pouvant accrocher les vêtements est prohibée.
27. Il est interdit de déposer et de laisser séjourner dans les voies de dégagement, dans les escaliers et aux abords des sorties des objets quelconques pouvant diminuer les largeurs réglementaires ou gêner la circulation.
28. Les dégagements et voies d'issues ne doivent pas comporter de rétrécissements sur leur parcours utilisé par le public pour gagner les sorties.

29. De même, ils ne doivent pas présenter de cheminements compliqués ou de coudes brusques ni former de culs-de-sac importants.
30. Lorsque des vêtements sont déposés le long des chemins de circulation, la largeur réglementaire de ces chemins doit être majorée de 0,60 m.
31. Il est interdit de fermer à clef les portes de sorties pendant les heures d'exploitation. Toutefois, si pour des raisons de service, une porte doit rester fermée, la clef doit être placée sous verre de façon apparente à proximité de la porte.
32. Des indications bien visibles de jour et de nuit doivent signaler au public les portes, sorties et escaliers et, éventuellement, les chemins et dégagements qui y conduisent.
33. Cette signalisation doit être assurée par des inscriptions ou par des transparents lumineux disposés de façon à rester apparents en cas d'affluence et à se détacher sur le fond et par rapport aux objets voisins.
34. Toutes les sorties et les sorties de secours seront à signaler de façon apparente comme telles, tandis que les autres issues ne conduisant pas vers l'extérieur doivent être fermées par des portes pleines et porter une inscription "sans issue" non lumineuse.

F.25.7. Disposition et aménagement des sièges.

1. Dans les salles de spectacles, de réunions ou de conférences un espace d'au moins 50 centimètres restera libre entre les parties les plus saillantes des rangées de sièges ou de banquettes.
2. Aucun rang de sièges aboutissant à un seul couloir ne peut comprendre plus de 10 places. Ce nombre peut être porté à 20 places, si le rang de sièges aboutit à deux couloirs.
3. Dans les établissements servant exclusivement à des représentations théâtrales et cinématographiques ou à des conférences et réunions, les sièges et banquettes doivent être solidement fixés au sol.
4. Les rembourrages des sièges et banquettes doivent être recouverts d'un matériau difficilement inflammable à titre permanent et formant enveloppe bien close. Ces sièges doivent toujours être maintenus en bon état d'entretien.
5. Toutes les places doivent être desservies par des dégagements perpendiculaires ou parallèles aux rangs des sièges ayant au moins une largeur d'un mètre. Le nombre et la disposition de ces dégagements sont conditionnés par la nécessité d'assurer une prompte évacuation de toutes les personnes susceptibles de les utiliser.

6. Dans les établissements comportant des tables entourées de sièges fixes ou mobiles, des chemins principaux et latéraux doivent être aménagés en nombre suffisant pour que le public puisse facilement gagner l'extérieur par le chemin le plus proche, respectivement le plus direct.
7. La surface destinée à l'emplacement d'une seule table ou de plusieurs tables contigües avec chaises ne peut excéder 20 mètres carrés.
8. Les visiteurs restant debout ne sont tolérés qu'aux emplacements affectés à cet usage et au nombre maximum de trois personnes par mètre carré de surface.

F.25.8. Aménagements scéniques

1. Dans les établissements renfermant une scène, la construction sur laquelle repose le plancher de la scène, de même que les murs d'enceinte et le plafond devront être en matériaux incombustibles.
2. Les décors, rideaux, coulisses, etc., doivent être en matériaux incombustibles ou ignifugés.
3. Les accessoires de scène et les coulisses ne servant pas à la représentation en cours doivent être remises dans un local spécial affecté à cet usage.
4. La scène et ses dépendances doivent avoir une ou plusieurs sorties permettant l'évacuation rapide et sûre des acteurs et du personnel vers l'extérieur.

F.25.9. Ventilation et chauffage

1. Un système de ventilation, naturelle, mécanique ou mixte, doit être prévu dans les salles et locaux ouverts au public pour empêcher une élévation exagérée de la température et pour renouveler l'air ambiant de façon à ne pas incommoder les visiteurs.
2. Les installations de chauffage doivent être établies et aménagées suivant les règles de l'art et de telle sorte qu'il n'en résulte ni d'inconfort pour le public ni de risque d'incendie
3. Les appareils de chauffage comportant des flammes nues en contact direct avec l'atmosphère ainsi que les appareils chauffant par rayonnement sont strictement interdits dans les salles et locaux recevant du public.
4. Les dépôts de combustibles liquides (mazout, gasoils, fuels, etc.) ou gazeux (propane, butane) sont soumis à autorisation spéciale suivant la législation réglant la matière.

F. 25.10. Installations sanitaires.

1. L'établissement doit être pourvu d'urinoirs et de cabinets d'aisance en nombre suffisant. Le nombre des cabinets pour hommes sera de un par 200 places assises ou fraction de 200; celui des cabinets pour dames sera de un par 100 places ou fraction de 100.

Les urinoirs comporteront un compartiment de 50 centimètres de large, resp. une cuvette par 50 places ou fraction de 50.

En tout cas, l'établissement doit disposer d'au moins un cabinet pour hommes et deux cabinets pour dames, ainsi que d'un urinoir de trois compartiments ou cuvettes.

Les toilettes seront aménagées séparément pour les deux sexes. Elles porteront l'indication bien apparente du sexe auquel elles sont destinées. Les portes seront pleines et munies d'un loquet.

Les locaux de toilette seront convenablement éclairés. Ils seront aménagés et ventilés de manière à ne dégager aucune odeur. Ces locaux doivent être maintenus en bon état de propreté par un nettoyage fréquent et régulier.

Les toilettes seront munies de lavabos en nombre suffisant. On mettra à la disposition du public et du personnel des essuies-mains en papier ainsi que des récipients appropriés pour les essuies-mains utilisés.

Des distributeurs appropriés placés à portée de la main auprès de chaque lavabo contiendront du savon non irritant et de bonne qualité.

F.25.11. Installations électriques.

1. Les installations électriques seront conçues et réalisées suivant les prescriptions afférentes les plus récentes en vigueur au Grand-Duché.
2. Elles seront réceptionnées, entretenues, réparées et périodiquement vérifiées par un homme de l'art possédant le brevet de maîtrise d'électro-installateur.

F.25.12. Installations au gaz.

1. Les installations au gaz doivent être conçues et réalisées selon les règles de l'art. Elles seront réceptionnées, entretenues, réparées et périodiquement vérifiées par un homme compétent en la matière.
2. Les canalisations et leurs accessoires (raccords, vannes, robinets, instruments de contrôle, etc.) seront entretenus en bon état et maintenu en parfait état d'étanchéité.
3. Les récipients à gaz (bouteilles, réservoirs) doivent être réceptionnés et périodiquement contrôlés par un organisme agréé par le Ministère de la Justice.

F.25.13. Eclairage normal et éclairage de secours.

1. Pendant les heures d'ouverture de l'établissement, les locaux et leurs dégagements accessibles au public doivent être pourvus d'un éclairage suffisant pour assurer un séjour et une circulation facile à toutes les personnes présentes.
2. Un éclairage de secours sera installé de manière à donner en tout temps, malgré l'interruption de l'éclairage normal, une lumière suffisante dans les salles, dans les dégagements, au voisinage des sorties, dans les escaliers, etc. afin de permettre la sortie aisée du public et du personnel. Cet éclairage doit fonctionner automatiquement et instantanément en cas de panne de l'éclairage normal.

3. Chaque sortie sera rendue visible par une inscription " SORTIE " ou " SORTIE DE SECOURS " .
Cette inscription doit être lumineuse pendant tout le temps où le public est présent dans l'établissement.

F.25.14. Moyens de secours contre l'incendie,
surveillance et avertissement.

1. Les établissements doivent être dotés de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et en nombre suffisant.
2. Deux bouches d'incendie normalisées et raccordées à la distribution d'eau locale doivent être installées dans un rayon de 80 mètres de l'établissement.
3. Les établissements comportant une scène doivent disposer à proximité de la scène d'au moins un robinet d'incendie armé de tuyaux et d'une lance d'incendie.
4. Des extincteurs d'incendie portatifs normalisés et appropriés aux risques doivent être installés d'une manière bien visible et facilement accessible
5. Les extincteurs sont à fixer aux piliers ou aux murs à proximité des sorties, de la scène, des tableaux de répartition électrique etc. Leur répartition et leur signalisation seront déterminés en accord avec le service local d'incendie.

6. Les établissements doivent disposer :

- a) de deux extincteurs portatifs au moins pour une surface jusqu'à 100 m²,
- b) d'un extincteur supplémentaire pour chaque unité ou fraction de 200 m²,

S'ajoutent à ce nombre les extincteurs à prévoir pour les locaux et endroits divers présentant des risques spéciaux.

7. Le propriétaire ou le gérant de l'établissement doit veiller à ce que les extincteurs et les autres installations d'extinction se trouvent en bon état de fonctionnement.

8. Les extincteurs sont à vérifier par un spécialiste en la matière au moins une fois tous les deux ans.

9. Le personnel de l'établissement est à initier au maniement des installations d'extinction de secours contre l'incendie.

10. L'établissement doit disposer d'un ou de plusieurs postes de téléphone permettant d'alerter dans les meilleurs délais les services de secours.

11. Une pancarte sera affichée d'une manière très apparente à proximité des postes de téléphone et indiquera les numéros d'appel des services de secours les plus proches.

12. Le matériel d'extinction sera essayé au moins une fois par an par les besoins de l'autorité communale.

13. Il est formellement interdit de fumer dans les salles où sont données des représentations cinématographiques. Les locaux où le public est autorisé à fumer doivent être munis de cendriers judicieusement répartis. Toutes précautions doivent être prises pour éviter tout incident.

F.25.15. Mesures particulières pour les représentations
cinématographiques.

1. Si les établissements seront utilisés accessoirement pour donner des projections cinématographiques ils doivent répondre aux prescriptions y relatives du règlement grand-ducal du 23 septembre 1971 portant réglementation des établissements cinématographiques.
2. L'appareil de projection, de conception moderne, possèdera les perfectionnements voulus au point de vue sécurité et doit répondre aux normes du pays constructeur.
3. Il ne doit être fait usage pour la projection que de films de sécurité.
4. Les représentations ne pourront être données que par un opérateur, possesseur du certificat d'aptitude, délivré par l'Inspection du Travail et des Mines.

F.25.16. Généralités.

1. Sans préjudice des présentes conditions d'exploitation, les établissements recevant du public sont soumis aux dispositions particulières des règlements communaux y relatifs.
2. Il est interdit aux propriétaires et exploitants des établissements ouverts au public d'y tolérer toute activité bruyante entre 23 et 7 heures. Toutefois, dans le cas où l'heure de fermeture a été reculée au-delà de 23 heures, cette interdiction ne produit d'effet qu'à partir de l'heure reculée.

En dehors des heures indiquées, des moyens appropriés sont à mettre en oeuvre pour empêcher que les voisins ne soient incommodés.

3. Tous moteurs et toutes machines (ventilateurs, installations frigorifiques, chaufferies, etc.) seront installés et aménagés de telle sorte que leur fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par un bruit excessif ou par des trépidations.
4. Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières, des gaz ou vapeurs odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage ou de nuire à la santé ou à la sécurité publique.
5. Il est strictement interdit de jeter, de déverser ou de laisser écouler, soit directement, soit indirectement dans les cours d'eau aucune matière susceptible de nuire :
 - à la conservation des eaux,
 - à leur écoulement,
 - à leur salubrité,
 - à leur utilisation pour l'alimentation des animaux, à leur emploi pour les besoins domestiques, agricoles ou industriels, l'irrigation, l'élevage ou la conservation de la flore aquatique utilisable à un titre quelconque.

6. Les déversements d'eaux usées ne pourront être effectuées directement ou indirectement dans les cours d'eau qu'après avoir subi une épuration efficace au point de vue organoleptique, physique, chimique et bactériologique.
7. Le concessionnaire devra se conformer aux conditions et restrictions qui pourront lui être imposées ultérieurement par l'autorité compétente dans l'intérêt de la sécurité, de la salubrité et de la commodité publiques et du personnel attaché à l'établissement.
8. Il est interdit au concessionnaire de donner aucune extension à son établissement ou d'y apporter aucune modification de nature à en augmenter les inconvénients avant d'en avoir obtenu une nouvelle autorisation.
9. La visite de l'établissement par les agents de l'autorité compétente devra être concédée en tout temps par le concessionnaire.

A N N E X E G

Règlement de chantier.

G.1. Protection des installations publiques.

1. Le domaine public, les installations et aménagements publics tels que trottoirs, revêtement de chaussée, arbres, colonnes-affiches, appareils d'éclairage public, bouches d'incendie, regards pour vannes, canalisations de gaz, d'eau et d'électricité, égouts, plaques de rue, doivent être ménagés et préservés de tout endommagement pendant les travaux de démolition et de construction.
2. Le champ d'éclairage des luminaires publics ne doit pas être réduit.
3. Le propriétaire faisant construire et l'entrepreneur veilleront à remettre immédiatement en état les installations endommagées ou dérangées.

G.2. Poussière et déchets.

1. Au cours de tous travaux de construction et de démolition, toutes les mesures seront prises afin d'éviter que la poussière n'incomode le public.
2. Les déversoirs de déblais doivent être fermés de toutes parts.

G 2

3. Les voies publiques salies ou embourbées à la suite de démolition, d'entreposage temporaire de matériaux de construction, ou de transports de terre ou autres, doivent être nettoyées aussi souvent que de besoin, à sec ou à l'eau, selon le cas, aux frais du maître d'oeuvre.
4. L'entreposage temporaire de matériaux de construction ou d'équipement de chantier sur les voies et places publiques est soumis à autorisation de l'Administration communale.

G.3. Clôtures de chantier et échafaudages.

Sans préjudice des dispositions de la loi du 28 août 1924 concernant la santé et la sécurité du personnel occupé dans les ateliers, ou aux travaux de construction, d'aménagement, de réparation ou de terrassement, ni des arrêtés grand-ducaux pris à la même date en vertu de cette loi, ni des prescriptions en matière de lutte contre les accidents, édictées en vertu de l'article 154 du code des assurances sociales, les dispositions ci-après sont applicables :

G.3.1. Clôtures de chantier,

1. Dans le cas de travaux de construction nouvelle ou de transformation, et lors de la démolition de constructions situées le long de voies et places publiques, les chantiers de construction distants de moins de quatre mètres du domaine public seront clôturés du côté de la voie publique, dès le début des travaux

2. L'empiètement des clôtures de chantier sur la voie publique sera fixé suivant les circonstances locales, soit par le bourgmestre, soit par l'autorité compétente.
3. Les clôtures de chantier et autres éléments susceptibles de gêner la circulation doivent être signalés et éclairés conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en la matière.
4. Aux coins des rues, les clôtures de chantier seront formées de treillis métalliques disposés de manière à assurer une bonne visibilité, afin de garantir la sécurité de la circulation.
5. Au cas où la construction se trouve en retrait de moins de trois mètres par rapport à la clôture du chantier, un auvent de protection efficace sera aménagé tout le long du côté du bâtiment bordant la rue, à une hauteur d'au moins trois mètres. Cette mesure sera prise dans le cas de constructions nouvelles, immédiatement après la pose du plafond du rez-de-chaussée, et dans le cas de travaux de transformation ou de démolition, avant le début de ceux-ci.

G.3.2. Echafaudages.

1. Les échafaudages de toutes natures doivent être conformes aux prescriptions de l'inspection du travail.

2. Tous les échafaudages doivent être exécutés de façon à empêcher la chute de matériaux quelconques sur la voie publique.
3. Les échafaudages volants, à échelles ou suspendus ne peuvent être utilisés que pour les travaux de réparation et de nettoyage et pour d'autres travaux mineurs exécutés sur les façades, les corniches et les toits, ainsi que pour les travaux de ravalement et de peinture.
4. Dans les rues étroites, le bourgmestre peut exiger, afin que la circulation ne soit pas entravée, que les échafaudages ne puissent empiéter sur le domaine public qu'au-dessus d'un niveau de 3 mètres.
5. Dans l'espace aérien situé en dehors de la clôture du chantier, les grues ne peuvent transporter aucune charge.
6. Le bourgmestre peut déroger aux dispositions qui précèdent si les circonstances locales le justifient.

G.4. Protection des terrains voisins.

1. L'entrepreneur est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger les personnes et les biens sur les terrains voisins contre tous dégâts pouvant résulter de l'exécution des travaux; de même, il procédera aux étançonnements nécessaires. La même disposition s'applique également aux travaux de réfection et de démolition.

2. Le propriétaire faisant construire et l'entrepreneur sont obligés de remettre immédiatement en état les dégâts résultant de l'exécution des travaux.

G.5. Mesures de sécurité et d'hygiène
sur les chantiers.

1. Les travaux de construction et de réparation de toute nature, y compris les travaux de couverture, ainsi que les travaux de démolition susceptibles de compromettre la sécurité de la circulation, seront signalisés par des dispositifs avertisseurs adéquats et notamment la nuit par des feux clignotants en nombre suffisant.
2. Les mesures de sécurité du travail prescrites par l'Inspection du Travail et des Mines sont à observer rigoureusement par tous les corps du métier travaillant sur le chantier.
3. L'accès du chantier est interdit aux personnes non autorisées.
4. Si plus de dix ouvriers sont occupés sur un chantier, ils doivent avoir l'occasion de séjourner, pendant les interruptions de travail, dans des pièces chauffables et munies de planchers secs ainsi que de sièges.

G 6

5. Dans tout chantier de construction ou de transformation les ouvriers doivent avoir à leur disposition, à un endroit approprié, un cabinet d'aisance fermé et couvert. Ce cabinet sera nettoyé et désinfecté à intervalles réguliers. Dans la mesure du possible, les cabinets seront raccordés à la canalisation d'égout et équipés d'une chasse d'eau.

I

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. Préambule	1 à 4
1. Introduction	5
1.1. But du plan d'aménagement général	5
1.2. Plan et règlement	5
2. Règles d'urbanisme du plan d'aménagement général	6 - 20
2.1. Division du territoire de la commune	6
2.2. Zones d'habitation	6
2.2.1. Secteurs de moyenne densité	7
2.2.2. Secteurs de faible densité	8 - 9
2.2.3. Sites et monuments protégés (Annexe B)	10
2.2.4. Secteurs d'aménagement particuliers (Annexe C)	11
2.3. Zones réservées	12
2.4. Zones non aedificandi	13
2.4.1. Zones de visibilité	13
2.4.2. Zones de protection contre les nuisances	14
2.4.3. Zones vertes (Annexe D)	14
2.4.4. Zones d'inondations (Annexe D)	14
2.5. Zones d'activités	15 - 16
2.6. Zone rurale	17 - 18
2.7. Zones de protection des sources (Annexe D)	18
2.8. Zones d'intérêt écologique (Annexe D)	19
2.8.1. Massifs forestiers	19
2.8.2. Passages typiques	20
2.8.3. Réserves naturelles	20

II

Page

3. Dispositions générales concernant <u>les constructions</u>	21 - 32
3.1. Alignements	21
3.2. Hauteur des constructions et des étages	22
3.3. Rez-de-chaussée	23
3.4. Recul des constructions	24
3.5. Saillies des constructions	24 - 26
3.6. Clôtures et plantations	27
3.7. Travaux de remblai et de déblai	28
3.8. Superstructures	29
3.9. Emplacements de stationnement	30 - 31
3.10. Equipements d'utilité publique sur les propriétés privées	31
3.11. Changements de limite	32
3.12. Antennes de télévision	32
3.13. Lignes de distribution d'énergie à haute tension	32

III

	<u>Page</u>
4. La solidité, la sécurité et la salubrité des constructions (Annexe F)	33
5. La réglementation de chantier (Annexe G)	33
6. La procédure pour l'octroi des autorisations de bâtir	34- 42
6.1. Compétences	34
6.2. Autorisation pour projet d'aménagement particulier	34- 37
6.3. Autorisation préalable	37- 38
6.4. Autorisation de bâtir	39- 41
6.5. Fixation des alignements et niveaux	41
6.6. Surveillance des travaux	42
7. Dispositions finales	42- 44
7.1. Dispositions transitoires	42
7.2. Dispositions abrogées	42
7.3. Infractions et peines	43- 44

ANNEXES :

IV

Page

A	Figures et cartes	A1-A9
B	Sites et Monuments Protégés situés sur le Territoire de la Commune de Bissen	B1-B2
	B.1. Classe de protection renforcée	B1
	B.2. Classe de protection normale	B2
C	Dispositions spéciales gouvernant les secteurs d'aménagement particuliers	C1-C4
D	Zones non aedificandi	D1-D2
	D.1. Zones de protection des sources et réservoirs d'eau	D1
	D.2. Zones Vertes	D1
	D.3. Paysages Typiques	D1
	D.4. Réserves naturelles	D2
	D.5. Zones d'inondations	D2
E	Règlement Communal sur l'exploitation de l'étang " Oberst Wies " au lieu-dit " Helmeschhof "	E1
F	La solidité, la sécurité et la salubrité des constructions	F1-F51
	F.1. Matériaux de construction et stabilité	F1
	F.2. Murs et cloisons	F2
	F.3. Escaliers et ascenseurs	F4
	F.4. Dalles, planchers, plafonds	F7
	F.5. Toitures	F8
	F.6. Foyers	F9
	F.7. Chaufferies	F11
	F.8. Conduite de fumée et tuyaux d'évacuation des gaz	F13
	F.9. Cheminées	F15
	F.10 Protection contre l'humidité	F18
	F.11 Pièces destinées au séjour prolongé de personnes	F19
	F.12 Pièces destinées au séjour temporaire de personnes	F21

	<u>Page</u>
F.13 Assainissement	F22
F.14 Cabinets d'aisance	F22
F.15 Entreposage de combustibles liquides et de produits chimiques	F24
F.16 Voies publiques sans canalisation d'égout	F24
F.17 Mise à la terre des installations électrique et sanitaire	F25
F.18 Constructions agricoles	F25
F.19 Alimentation en eau	F27
F.20 Bassins tributaires des sources	F28
F.21 Constructions existantes	F29
F.22 Entretien et suppression des constructions	F31
F.23 Bâtiments à caractère spécial	F32
F.24 Installations d'utilité collective	F33
F.25 Sécurité dans les établissements recevant du public	F34
 G. Règlement de chantier	 G1-G6
G.1 Protection des installations publiques	G1
G.2 Poussière et déchets	G1
G.3 Clôtures de chantier et échafaudages	G2
G.4 Protection des terrains voisins	G4
G.5 Mesures de sécurité et d'hygiène sur les chantiers	G5

Suivent les signatures.
 Pour extrait conforme,
 Bissen, le 14 janvier 1988
 Le secrétaire, Le bourgmestre,